



TELUS Corporation
Notice annuelle
pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

Le 10 février 2022



1. MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les termes *TELUS*, *la société*, *nous*, *notre*, *nos*, *nôtre* et *nous-mêmes* se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales.

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements attendus ainsi que sur notre performance financière et notre rendement opérationnel. Les énoncés prospectifs incluent tous les énoncés qui ne renvoient pas à des faits historiques. Ils comprennent, sans s'y limiter, des énoncés concernant nos objectifs et nos stratégies aux fins de l'atteinte de ces objectifs, nos plans et nos attentes concernant l'incidence de la pandémie de COVID-19 et les réponses face à cette pandémie, nos attentes à l'égard des tendances au sein de l'industrie des télécommunications, notamment la demande en matière de données mobiles et la croissance continue du nombre d'abonnés aux services Internet, et nos plans financiers tels que le programme pluriannuel de croissance du dividende. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *prévoir*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont faits conformément aux « dispositions refuges » prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières et dans la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

Par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et incertitudes intrinsèques et ils se fondent sur des hypothèses, incluant des hypothèses concernant la conjoncture économique future et les plans d'action. Ces hypothèses pourraient en fin de compte se révéler inexactes; en conséquence, nos résultats ou les événements réels pourraient différer considérablement des attentes mentionnées, de façon expresse ou implicite, dans les énoncés prospectifs. Nos perspectives générales et nos hypothèses pour l'exercice 2022 sont présentées à la *rubrique 9, Tendances générales, perspectives et hypothèses, et faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires*, du rapport de gestion annuel 2021.

Les risques et les incertitudes susceptibles de faire en sorte que le rendement ou les événements réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs formulés dans le présent document et dans les autres documents déposés par TELUS comprennent, sans s'y limiter :

- La pandémie de COVID-19, y compris son incidence sur nos clients, nos fournisseurs et nos vendeurs, sur les membres de notre équipe et sur nos collectivités, ainsi que les changements apportés à notre entreprise et à nos activités en raison de la pandémie, notamment les changements dans l'offre et la demande à l'égard des produits et services que nous offrons et les réseaux de distribution au moyen desquels nous offrons ces produits et services.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les modifications au régime de réglementation aux termes duquel nous exerçons nos activités (le moment auquel de telles modifications sont annoncées ou mises en œuvre étant incertain) ou l'issue des instances, des cas ou des enquêtes liés à son application, lesquels comprennent, sans s'y limiter, ce qui est décrit à la *rubrique 9.4, Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des communications*, du rapport de gestion annuel 2021, notamment : la possibilité que le gouvernement permette le regroupement de concurrents au sein de notre industrie ou, à l'inverse, qu'il intervienne afin d'accroître davantage la concurrence, notamment par l'intermédiaire de l'accès de gros obligatoire; les interventions supplémentaires possibles du gouvernement relatives aux tarifs, y compris l'annonce par le gouvernement fédéral en mars 2020 de mesures visant une réduction de 25 %, au cours des deux prochaines années, des tarifs liés aux forfaits de services mobiles postpayés, pour les abonnés qui apportent leur propre appareil, comprenant de 2 Go à 6 Go de données des entreprises de services mobiles nationales; la législation fédérale et provinciale en matière de protection des consommateurs et la nouvelle présentation possible par le gouvernement fédéral d'une loi sur la protection des renseignements personnels visant à conférer aux consommateurs de nouveaux droits à la protection de la vie privée et à imposer de nouvelles sanctions pécuniaires en cas de non-conformité; les modifications apportées à la législation fédérale existante; les menaces possibles visant l'autorité de réglementation fédérale unitaire en matière de communications au Canada; les menaces possibles liées à la capacité du CRTC d'appliquer le *Code sur la vente en gros*, lequel vise à s'assurer que les entreprises intégrées verticalement traitent de façon équitable les distributeurs de radiodiffusion et les services de programmation concurrents; les mesures réglementaires prises par le Bureau de la concurrence ou par d'autres organismes de réglementation; le spectre et la conformité aux licences, y compris la conformité aux conditions de licence; les modifications apportées aux droits d'utilisation des licences de spectre et les décisions de politique concernant le spectre, notamment les restrictions concernant l'acquisition, la vente, la subordination, l'utilisation et le transfert de licences de spectre, le coût et la disponibilité du spectre et l'échéancier relatif à l'attribution du spectre, ainsi que les consultations en cours et futures et les décisions concernant les licences d'utilisation du spectre et les cadres législatifs régissant celles-ci ainsi que les enchères visant le spectre et l'attribution de celui-ci; l'incidence, sur nous ainsi que sur d'autres entreprises de télécommunications canadiennes, de mesures gouvernementales ou réglementaires ayant trait à certains pays ou fournisseurs, y compris les réglementations fédérales des États-Unis relativement à certaines transactions visant les technologies qui sont réputées constituer des risques pour la sécurité nationale, et l'imposition d'exigences supplémentaires en matière d'octroi de licences liées à l'exportation, à la réexportation et au transfert de biens, de services et de technologies à Huawei Technologies Co. Ltd. et à ses sociétés affiliées non situées aux États-Unis, ainsi que les décisions prises par d'autres gouvernements étrangers, qui pourraient entraîner une pénurie générale de séries de puces et d'autre équipement; les restrictions concernant la propriété et le contrôle d'actions ordinaires de TELUS Corporation (actions ordinaires) par des non-Canadiens et la surveillance continue de ces restrictions et la conformité à celles-ci; les modifications imprévues apportées à l'actuel régime sur les droits d'auteur; et notre capacité à nous conformer aux règlements complexes et évolutifs visant le secteur des soins de santé et des appareils médicaux dans

les territoires où nous exerçons des activités, notamment à titre d'exploitant de cliniques de santé. Les territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, ainsi que les contrats que nous concluons (particulièrement les contrats conclus par TELUS International (Cda) Inc. (« TELUS International » ou « TI »)) exigent que nous nous conformions ou que nous facilitions la conformité de nos clients à de nombreux régimes juridiques complexes et parfois contradictoires, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Se reporter au point *Le rendement financier de TELUS International* ci-après, qui a une incidence sur notre rendement financier.

- L'environnement concurrentiel, y compris notre capacité à assurer la rétention des clients en leur offrant une expérience client améliorée qui se distingue de celle de nos concurrents, incluant le déploiement et l'exploitation de l'infrastructure du réseau qui ne cesse d'évoluer; l'intensification de la concurrence, y compris la capacité des concurrents au sein de l'industrie à conjuguer avec succès de nouveaux services et, dans certains cas, moyennant un seul tarif mensuel groupé ou réduit, avec leurs services existants; le succès remporté par les nouveaux produits, services et systèmes de soutien comme la sécurité domotique et les services Internet des objets (« IdO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur le montant facturé mensuel moyen par abonné (le « MFMAA »), sur les produits mensuels moyens par abonné (les « PMAA ») des téléphones mobiles, sur les frais d'acquisition et de rétention et sur les taux de désabonnement liés à tous les services, actuels et futurs, à l'instar des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement, des habitudes d'utilisation des clients, de la tendance favorisant les plus importants lots de données ou les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits liés aux services de transmission de la voix et de données et la disponibilité des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les regroupements, les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie; les ajouts et pertes d'abonnés et les volumes de rétention des abonnés; notre capacité à obtenir et à offrir du contenu en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable, même si les coûts du contenu par appareil continuent d'augmenter; l'intégration verticale au sein de l'industrie de la radiodiffusion ayant fait en sorte que des concurrents sont propriétaires de services de contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; la capacité de TI à faire face à la concurrence de la part de sociétés de services professionnels qui offrent des services de consultation, de sociétés de technologie de l'information dotées de capacités numériques et de sociétés de services d'impartition de processus d'affaires et de centre d'appels classiques qui font évoluer leurs capacités pour offrir des services numériques générant une croissance et des marges plus élevées; en ce qui concerne nos services TELUS Santé, de notre capacité à livrer concurrence aux autres fournisseurs de dossiers médicaux électroniques et de produits de gestion de pharmacies, aux experts en règlement de réclamations, aux fournisseurs de services d'intégration de systèmes et de services de santé, y compris les concurrents qui offrent une gamme intégrée verticalement de prestation de services de santé, des solutions en TI et des services connexes, de même qu'aux fournisseurs mondiaux qui pourraient accroître leur présence au Canada et, dans le cadre de la prestation de services de santé virtuels, de services de santé préventifs et de services de réponse aux urgences personnelles; et, en ce qui concerne nos services TELUS Agriculture, notre capacité à faire face à la concurrence de la part de fournisseurs de services IdO et de logiciels ciblés.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services fixes (locaux et interurbains) de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement par les services mobiles; le recul général du marché en ce qui concerne les services de télévision, notamment en raison du piratage de contenu et du vol de signaux; la prestation accrue aux consommateurs de services vidéo directs par contournement et l'accroissement des plateformes de distribution de programmation vidéo multichaine virtuelle; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse potentielle du MFMAA et des PMAA, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement par les services Wi-Fi de plus en plus accessibles; ainsi que les technologies de rupture, notamment les services par contournement IP, comme les réseaux définis par logiciels dans le marché des affaires, qui pourraient supplanter nos services de transmission de données existants ou faire en sorte que nous revoyions la tarification de ces services, et les solutions technologiques auto-installables.
- Les défis liés à notre capacité à déployer de la technologie, y compris la demande élevée des abonnés en matière de données qui met à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale et qui pourrait entraîner une hausse des coûts liés à la prestation de ces services; notre recours à la technologie de l'information et notre capacité à rationaliser nos systèmes existants; le déploiement, les avantages et les gains d'efficacité prévus, et l'évolution des technologies et des systèmes à large bande mobiles, y compris les plateformes de distribution vidéo et les technologies de réseau de télécommunications (les initiatives liées aux réseaux à large bande, comme le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné (« FTTP ») et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles, la technologie mobile 5G et la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile, ce qui a facilité le déploiement de nos technologies mobiles; notre choix de fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réussite de la mise à niveau et de l'évolution de la technologie que nous offrons; les contraintes auxquelles les fournisseurs sont exposés et le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs à l'égard de produits comme l'équipement pour réseaux, les services TELUS TV^{MD} et les appareils mobiles; notre besoin prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant

les services de transmission de données et notre capacité à utiliser le spectre ainsi acquis; le déploiement et l'exploitation de nouvelles technologies de réseaux fixes à large bande à un coût raisonnable ainsi que la disponibilité des nouveaux produits et services lancés à l'aide de ces technologies de réseau et le succès remporté par ceux-ci; la fiabilité du réseau et la gestion des changements; et notre déploiement d'outils d'autoapprentissage et l'automatisation, qui pourraient modifier notre façon d'interagir avec les clients.

- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre d'enchères ou d'achats auprès de tiers ont une incidence sur et sont touchés par : nos initiatives liées aux services à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; notre déploiement continu de plus récentes technologies mobiles, y compris la technologie des petites cellules pour les services mobiles, afin d'améliorer la couverture et la capacité; les investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau, y compris pour composer avec les variations des niveaux d'utilisation découlant des restrictions imposées en réponse à la pandémie de COVID-19; l'affectation des ressources aux acquisitions et aux futures enchères de spectre qui doit tenir Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), y compris l'annonce d'une deuxième consultation sur la mise aux enchères de spectre dans la bande de fréquence de 3800 MHz qui, d'après une annonce du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, devrait avoir lieu en 2023, et la mise aux enchères de spectre des ondes millimétriques, qui devrait commencer en 2024. Si nous n'atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers ou si des modifications sont apportées au régime de réglementation aux termes duquel nous exerçons nos activités, cela pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d'investissement.
- Les risques liés à la performance opérationnelle et aux regroupements d'entreprises, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et notre capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales au moment opportun; notre capacité à gérer les obligations découlant des ententes avec de grandes entreprises; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités (comme notre capacité, au moment opportun, à réaliser des acquisitions, des dessaisissements ou des partenariats ou à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions dans nos activités et notre culture, les dessaisissements ou l'établissement de partenariats soient fructueux, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus, notamment ceux liés à la conformité aux ordonnances réglementaires); notre capacité à identifier et à gérer les nouveaux risques inhérents aux nouveaux services que nous pouvons offrir, y compris ceux découlant des acquisitions, qui pourraient nuire à notre marque, à nos activités dans un domaine donné ou à nos activités en général, et nous exposer à d'autres litiges ou d'autres instances réglementaires; et notre capacité à gérer efficacement la croissance de nos infrastructures et à intégrer des nouveaux membres à notre équipe.
- La protection des données, y compris les risques que des défaillances ou des actes illicites entraînent l'accès non autorisé aux données, la modification des données ou encore la perte ou la distribution des données, ce qui pourrait compromettre le respect de la vie privée de particuliers et entraîner une perte financière et nuire à notre réputation et à notre marque.
- Les menaces liées à la sécurité, y compris les dommages intentionnels ou l'accès non autorisé ou la tentative d'accès à nos actifs physiques ainsi qu'à nos systèmes informatiques et réseaux, ou à ceux de nos clients ou fournisseurs, ce qui pourrait nous empêcher d'offrir des services fiables ou se traduire par un accès non autorisé aux informations concernant notre société ou nos clients.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Les exemples de ces initiatives comprennent notre programme d'efficacité et d'efficacité opérationnelles visant à soutenir une amélioration des résultats financiers; l'intégration des activités; la simplification des produits à l'intention des entreprises clientes; l'impartition et l'automatisation des processus d'affaires; les activités de délocalisation et de réorganisation; les initiatives d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers.
- Les activités à l'étranger et notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger, y compris la gestion des risques tels que ceux liés aux fluctuations du change, ainsi que notre exposition à divers risques liés à l'économie, au commerce international ou à la politique ainsi que d'autres risques liés au commerce mondial. Voir aussi le point *Le rendement financier de TELUS International, qui a une incidence sur notre rendement financier*.
- Les événements touchant la continuité des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter notre réseau en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les cyberattaques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations techniques et les bris d'infrastructures; les perturbations, les retards et la hausse des coûts dans la chaîne d'approvisionnement, notamment ceux découlant de restrictions de la part des gouvernements ou de mesures commerciales; les menaces de catastrophes naturelles; les phénomènes météorologiques extrêmes; les épidémies; les pandémies (y compris la pandémie de COVID-19 actuellement en cours); l'instabilité politique dans certains pays; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Le rendement financier de TELUS International, qui a une incidence sur notre rendement financier. Les facteurs qui peuvent avoir une incidence sur le rendement financier de TI sont décrits dans ses documents publics, qui sont disponibles sur SEDAR et sur EDGAR, et peuvent comprendre les facteurs suivants : une vive concurrence de la part de sociétés offrant des services similaires; les difficultés à attirer et à maintenir en poste des membres compétents de

l'équipe pour soutenir ses activités; la capacité de TI à accroître et à maintenir sa rentabilité si la technologie ou les attentes des clients évoluent plus rapidement que les offres de services et les outils et processus internes; la préservation par TI de sa culture au fur et à mesure qu'elle prend de l'expansion; les effets des conditions géopolitiques et économiques sur les entreprises de ses clients et les demandes visant ses services; le fait qu'une partie importante des produits d'exploitation de TI dépendent d'un nombre limité de clients importants; la consolidation continue dans plusieurs des marchés verticaux dans lesquels TI offre des services, ce qui pourrait entraîner la perte d'un client; les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur les activités et les résultats financiers de TI; le risque que les activités de TI soient touchées défavorablement par la classification éventuelle de certains entrepreneurs indépendants en tant qu'employés, et les coûts liés à la défense, au règlement ou à la résolution de toute poursuite future (y compris les demandes d'arbitrage) liée à la classification d'entrepreneur indépendant; la capacité de TI à repérer des acquisitions, à les réaliser, à les intégrer et à en réaliser les avantages ainsi que la capacité à gérer les risques connexes; les cyberattaques ou la communication non autorisée d'information entraînant l'accès à de l'information ou à des données confidentielles ou sensibles de ses clients ou des clients de ces derniers, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur sa réputation et sur la confiance des clients; le fait que les activités de TI ne connaissent pas la croissance actuellement prévue en raison d'une réaction publique défavorable à l'impartition à l'étranger, d'une législation proposée ou pour une autre raison; le fait que la capacité à répondre aux attentes des clients relativement à ses services de modération de contenu soit touchée négativement par des facteurs indépendants de sa volonté et que les membres de son équipe de modération de contenu subissent des effets cognitifs ou émotifs défavorables dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions; et le peu d'antécédents d'exploitation de TI en tant que société cotée en bourse distincte. La principale monnaie fonctionnelle et de présentation de TELUS International est le dollar américain et l'apport des résultats positifs de notre segment des solutions d'expérience client numérique de TELUS International à nos résultats consolidés peut être neutralisé par l'appréciation du dollar canadien (notre monnaie de présentation) par rapport au dollar américain. Le cours des actions avec droit de vote subalterne de TI (les actions avec droit de vote subalterne de TI) pourrait être volatil et risque de fluctuer en raison de bon nombre de facteurs indépendants de la volonté de TI, dont les variations réelles et prévues de la rentabilité; les nouveautés générales en matière d'économie, de société ou de politique; des changements dans les conditions de l'industrie; des changements apportés à la réglementation en matière de gouvernance; l'inflation; un faible volume d'opérations; l'état général des marchés boursiers; et d'autres événements importants. TI pourrait choisir de publier ses cibles ou de fournir d'autres projections relatives à ses activités et elle pourrait être incapable d'atteindre ces cibles, ce qui pourrait également entraîner une réduction du cours des actions à droit de vote subalterne de TI. Une baisse du cours des actions avec droit de vote subalterne de TI découlant de ces facteurs ou d'autres facteurs pourrait entraîner une baisse de la juste valeur des actions avec droit de vote multiple de TI détenues par TELUS.

- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la rétention et la formation appropriée du personnel dans une industrie hautement concurrentielle (notamment le maintien en poste de membres de l'équipe responsables d'acquisitions récentes dans de nouveaux secteurs de notre entreprise); le niveau de participation de nos employés et l'incidence sur cette participation ou d'autres aspects de notre entreprise ou toute convention collective non réglée; notre capacité à préserver notre culture unique au fur et à mesure de notre croissance; le risque que certains entrepreneurs indépendants au sein de notre entreprise puissent être considérés comme des employés; la réponse imprévue à l'égard de notre politique de vaccination contre la COVID-19 et de la réouverture de nos bureaux administratifs; et la santé de notre équipe.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris notre capacité à mener des activités de financement, à refinancer notre dette arrivant à échéance; à réduire notre ratio dette nette/BAIIA pour atteindre le niveau ciblé compte tenu des demandes de trésorerie reliées aux enchères de spectre et/ou à notre capacité à maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes. Si le financement actuel est insuffisant pour couvrir nos exigences en matière de financement, cela pourrait nuire à nos plans d'affaires et à notre croissance.
- Des flux de trésorerie disponibles inférieurs aux prévisions pourraient freiner notre capacité à investir dans les activités, à réduire le levier financier ou à fournir aux actionnaires un rendement du capital, et pourraient se répercuter sur notre capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu'en 2022 ou d'autres programmes de croissance du dividende. Ce programme pourrait être touché par des facteurs comme l'environnement concurrentiel, les fluctuations de l'économie canadienne ou mondiale, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, les acquisitions, la gestion de notre structure du capital, les décisions et les faits nouveaux en matière de réglementation ainsi que les événements de continuité des activités. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration en fonction de notre situation financière et de nos perspectives. Nous pouvons racheter des actions ordinaires au moyen d'une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités lorsque et si nous estimons que cela représente une bonne occasion, en fonction de notre situation financière et de nos perspectives, et du cours de nos actions ordinaires sur le marché. Il n'existe aucune certitude que notre programme de croissance du dividende ou toute offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités seront maintenus ni qu'ils ne feront pas l'objet de modifications ou seront menés à terme.
- Les questions fiscales, y compris les interprétations de lois fiscales complexes au pays et à l'étranger par les administrations fiscales compétentes qui pourraient différer de nos interprétations; la nature des produits et des déductions et le moment auquel sont comptabilisés les produits ainsi que les déductions telles que l'amortissement aux fins de l'impôt et les charges d'exploitation; les crédits d'impôt ou autres attributs; les modifications apportées aux lois

fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait que les charges d'impôt varient considérablement des montants prévus, y compris l'assujettissement à l'impôt du bénéfice et la déductibilité des attributs fiscaux ou l'application rétroactive d'une nouvelle loi; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que les modifications apportées à l'interprétation des lois fiscales, notamment celles qui découlent des modifications apportées aux normes comptables applicables ou de l'adoption de procédures de vérification plus rigoureuses par les administrations fiscales, des redressements ou des décisions défavorables des tribunaux ayant une incidence sur l'impôt que nous sommes tenus de payer.

- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à donner suite avec succès aux enquêtes et aux instances réglementaires; notre capacité à bien assurer notre défense dans le cadre des réclamations et des poursuites actuelles et possibles (y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire), ou à négocier et à exercer des droits d'indemnisation ou d'autres protections relativement à ces réclamations et à ces poursuites; de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger, y compris le respect des lois sur la concurrence, des lois anticorruption et des lois concernant les pratiques de corruption à l'étranger.
- La santé, la sécurité et l'environnement, y compris le temps de travail perdu découlant d'une maladie ou d'une blessure, les préoccupations du public relatives aux émissions de radiofréquences, les questions d'ordre environnemental (comme les phénomènes météorologiques extrêmes ou d'autres catastrophes naturelles) qui touchent nos activités, incluant les risques liés au climat, les déchets et le recyclage des déchets, les risques liés aux systèmes d'alimentation au carburant dans nos immeubles, les attentes en constante évolution du gouvernement et du public pour ce qui est des questions environnementales et de nos réponses; ainsi que les enjeux liés aux épidémies ou aux pandémies, notamment la pandémie de COVID-19 et notre réponse à cette pandémie, qui pourrait accroître ou accentuer ces facteurs.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique et d'autres faits nouveaux à l'étranger, y compris l'issue possible de politiques et de mesures encore inconnues à ce jour pouvant être adoptées par des gouvernements étrangers et la pandémie de COVID-19 actuelle, ainsi que la réponse des secteurs public et privé à cette pandémie; les attentes relatives aux taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage; l'incidence des fluctuations des prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (notamment une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement des régimes de retraite et les facteurs touchant les obligations au titre des prestations de retraite, et leur capitalisation de même que les taux d'actualisation relatifs à la solvabilité; les fluctuations des taux de change dans les régions où nous exerçons des activités; les notations de crédit des dettes d'États et leur incidence sur le coût d'emprunt; l'incidence des tarifs pour le commerce entre le Canada et les États-Unis; et les répercussions à l'échelle mondiale de la dynamique des relations commerciales entre les principales économies mondiales.
- La consommation d'énergie, y compris notre capacité à cerner et à mettre en œuvre des solutions afin de réduire la consommation d'énergie et d'opter pour des sources d'énergie plus propres; notre capacité à cerner et à effectuer des investissements appropriés dans les énergies renouvelables, notamment sous forme de contrats d'achat d'électricité; notre capacité à continuer de réaliser des réductions absolues importantes de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (GES) en résultant dans nos activités (y compris par suite des programmes et projets axés sur nos bâtiments et notre réseau); et d'autres risques associés à la réalisation de nos objectifs visant l'atteinte d'une carboneutralité et la réduction de nos émissions de GES d'ici 2030.

Ces risques sont décrits plus en détail à la *rubrique 9, Tendances générales, perspectives et hypothèses, et faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires*, et à la *rubrique 10, Risques et gestion des risques*, du rapport de gestion annuel 2021. Ces descriptions sont intégrées par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs et ne visent pas à constituer une liste exhaustive des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la société.

Bon nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou échappent à nos attentes ou à nos connaissances actuelles. D'autres risques et incertitudes dont nous n'avons actuellement pas connaissance ou que nous considérons comme non significatifs à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière, notre performance financière, nos flux de trésorerie, nos activités ou notre réputation. Sauf indication contraire dans le présent document, les énoncés prospectifs formulés dans ce document ne reflètent pas l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des fusions, acquisitions, cessions ou autres regroupements d'entreprises ou transactions qui pourraient être annoncés ou qui pourraient survenir après la date du présent document.

Les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs formulés dans le présent document décrivent nos attentes; ils se fondent sur nos hypothèses à la date du présent document et ils pourraient être modifiés après cette date. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs.

Tous les énoncés prospectifs figurant dans la présente notice annuelle sont assujettis à la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

2. TABLE DES MATIÈRES

Sujet	Notice annuelle	Indication de la page	
		Intégré par renvoi à partir des documents suivants de 2021	
		Rapport de gestion ¹	États financiers ¹
1 MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS	2	85, 96 et 104	
2 TABLE DES MATIÈRES	7		
3 STRUCTURE DE L'ENTREPRISE			
3.1 Nom, adresse et constitution	8		
3.2 Liens intersociétés et filiales de TELUS	8		Note 28 d)
4 ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE L'ENTREPRISE			
4.1 Historique des trois derniers exercices	9	8, 19, 20, 43 et 144	
5 DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ			
5.1 Qui nous sommes	18		
a) Organisation	18	43	
b) Notre stratégie	18	19	
c) Survol des activités	18	8, 29, 34, 45, 54, 62 et 85	
d) Environnement concurrentiel	19	29 et 113	
e) Responsabilité sociale de l'entreprise et environnement	19		
f) Relations avec les employés	19	34	
5.2 Possibilités et risques liés au climat	19		
5.3 Facteurs de risque	28	104	
5.4 Réglementation	28	96 et 109	
6 DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS	29	73	
7 DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL			
7.1 Description générale de la structure du capital	29	40, 96 et 109	
7.2 Contraintes	31		
7.3 Notations du crédit	32	73 et 76	
8 MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES			
8.1 Cours et volume	35		
8.2 Ventes antérieures	35		Note 26 b)
9 ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA DIRECTION			
9.1 Nom, occupation et titres détenus	35		
9.2 Interdiction d'opérations sur valeurs, faillites, pénalités et sanctions	37		
10 POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI	38	142	Note 29 a)
11 MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES	38		
12 AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	38		
13 CONTRATS IMPORTANTS	38		
14 INTÉRÊTS DES EXPERTS	39		
15 COMITÉ D'AUDIT	39		
16 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	41		
ANNEXE A : MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT	42		

¹ Tel que déposé sur SEDAR le 10 février 2022

Chaque rubrique du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (le « rapport de gestion annuel 2021 ») mentionnée dans la présente notice annuelle (la « notice annuelle ») est intégrée par renvoi aux présentes et déposée sur SEDAR à l'adresse sedar.com. Il est entendu que malgré les renvois à la circulaire d'information de TELUS, à ses états financiers consolidés, à son rapport sur la durabilité et au site Web telus.com de TELUS, ni ces documents, ni le site Web ne sont intégrés dans la présente notice annuelle.

Dans la présente notice annuelle, à moins d'indication contraire, on entend par « dollars » ou « \$ » des dollars canadiens.

3. STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

3.1 Nom, adresse et constitution

TELUS a été constituée en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique) (la « Loi sur les sociétés de la C.-B. ») le 26 octobre 1998, sous la dénomination BCT.TELUS Communications Inc. (« BCT »). Le 31 janvier 1999, aux termes d'un plan d'arrangement approuvé par un tribunal en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* entre BCT, BC TELECOM Inc. (« BC TELECOM ») et l'ancienne TELUS Corporation (« TC ») établie en Alberta, BCT a acquis la totalité des actions de BC TELECOM et de TC en échange d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote de BCT, et BC TELECOM a été dissoute. Le 3 mai 2000, BCT a changé sa dénomination pour prendre celle de TELUS Corporation et, depuis février 2005, la société relève de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), laquelle a remplacé la Loi sur les sociétés de la C.-B. Le 4 février 2013, conformément aux modalités d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal aux termes de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), TELUS a échangé la totalité de ses actions sans droit de vote alors émises et en circulation contre des actions ordinaires, à raison de une pour une. Le 16 avril 2013, TELUS a fractionné ses actions ordinaires, à raison de deux pour une. Le 17 mars 2020, TELUS a fractionné ses actions ordinaires émises et en circulation à raison de deux pour une.

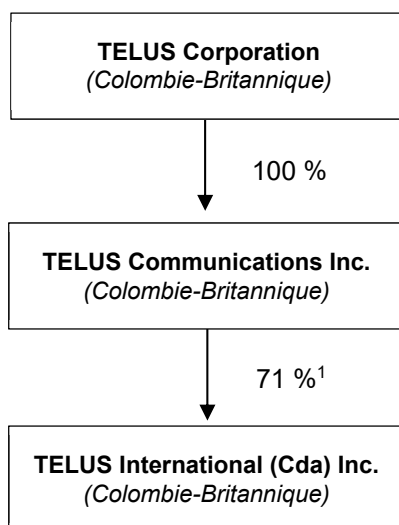
TELUS a conservé son siège social à Vancouver, en Colombie-Britannique, au 510 West Georgia Street, 7^e étage, et ses bureaux administratifs, à Vancouver, en Colombie-Britannique, au 510 West Georgia Street, 23^e étage.

3.2 Liens intersociétés et filiales de TELUS

Les activités des services mobiles et de télécommunications fixes de TELUS sont principalement exercées par l'entremise de TELUS Communications Inc. (« TCI »). TELUS International (Cda) Inc. (« TELUS International » ou « TI ») est un innovateur en expérience client numérique qui conçoit, construit et livre des solutions de prochaine génération, notamment en matière d'intelligence artificielle et de modération de contenu, pour des marques mondiales et révolutionnaires, en soutenant leurs clients dans leurs aventures de transformation numérique et en permettant aux clients d'adopter rapidement les technologies numériques de prochaine génération afin d'obtenir de meilleurs résultats pour l'entreprise.

En février 2021, TELUS International a réalisé un premier appel public à l'épargne (« PAPE ») en offrant des actions à droit de vote subalterne (« actions à droit de vote subalterne de TI »); TELUS Corporation et un actionnaire non majoritaire de TELUS International ont également offert, individuellement, des actions à droit de vote subalterne de TI parallèlement au PAPE.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, TCI et TI étaient les seules filiales qui détenaient des actifs comptant pour plus de 10 pour cent de l'actif consolidé de TELUS et qui généraient des ventes et des produits d'exploitation supérieurs à 10 pour cent des ventes consolidées et des produits d'exploitation consolidés de TELUS. De plus, l'ensemble des actifs, des ventes et des résultats d'exploitation des autres filiales de TELUS (sauf TCI et TI) n'excédaient pas collectivement 20 pour cent du total de l'actif consolidé de TELUS ou 20 pour cent du total des ventes consolidées et des produits d'exploitation consolidés de TELUS au 31 décembre 2021.



¹ En date du 31 décembre 2021, TELUS Communications Inc. avait conservé environ 71 % de la participation votante combinée rattachée à l'ensemble des actions émises et en circulation de TI.

4. ÉVOLUTION GÉNÉRALE DE L'ENTREPRISE

4.1 Historique des trois derniers exercices

Au cours de la période de trois exercices close le 31 décembre 2021, nous avons continué à perfectionner notre stratégie de croissance nationale, inspirée par nos six impératifs stratégiques.

Pour obtenir un survol des événements et des conditions ayant influencé notre évolution générale au cours de 2021 et connaître la manière dont notre entreprise a continué à évoluer au cours de cet exercice, veuillez vous reporter à la rubrique 1.2, Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités, à la rubrique 2.2, Impératifs stratégiques et, relativement aux progrès réalisés à l'égard de nos priorités d'entreprise, à la rubrique 3, Priorités de la société et à la rubrique 5, Analyse des résultats d'exploitation de notre rapport de gestion annuel 2021, ces rubriques étant intégrées par renvoi aux présentes. La présente notice annuelle intègre également par renvoi la rubrique 11, Définitions et rapprochements de notre rapport de gestion annuel 2021.

L'exposé qui suit porte sur les événements et les conditions en 2019 et en 2020.

Impératif stratégique : Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobile

Les produits tirés des services de réseau mobile externes et des services filaires de transmission de données se sont élevés à 12,1 milliards de dollars en 2020, soit une hausse de 937 millions de dollars, ou 8,4 %, par rapport à 2019, en dépit des répercussions de la pandémie de COVID-19. Au total, les produits combinés tirés des services de réseau mobile externes et des services filaires de transmission de données en 2020 ont représenté 91 pour cent de nos produits consolidés tirés des services en 2020, alors qu'ils en représentaient 90 pour cent en 2019. Les produits tirés des services de réseau ont diminué de 94 millions de dollars, ou 1,5 %, en 2020, en raison de la baisse des PMAA des téléphones mobiles tenant essentiellement à la baisse des produits tirés des services d'itinérance découlant des restrictions de voyage et de l'utilisation de données facturables dont il est fait mention ci-après, facteurs neutralisés en partie par la croissance de 5,2 % du nombre d'abonnés au cours des 12 derniers mois, ainsi que par l'augmentation des charges récurrentes mensuelles reflétant une proportion plus élevée d'ajouts de clients à valeur élevée et de forfaits de niveau supérieur.

Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 1 031 millions de dollars en 2020. L'augmentation est attribuable i) à la croissance des produits tirés de TI en raison essentiellement de l'acquisition de Competence Call Center (dont le nom est désormais « TELUS International Northern Europe » ou « TINE »), à l'augmentation des volumes d'activités découlant de l'accroissement des services offerts aux clients existants et de la croissance de la clientèle, facteurs neutralisés en partie par les perturbations temporaires découlant des diverses

fermetures prescrites par les gouvernements en réponse à la pandémie de COVID-19; ii) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données de troisième vague reflétant la croissance de 7,9 % du nombre d'abonnés aux services Internet au cours des 12 derniers mois et l'augmentation des produits d'exploitation par client en raison des mises à niveau des vitesses Internet, des forfaits comportant une plus grande utilisation des données, de même que des modifications apportées aux tarifs, facteurs neutralisés en partie par le maintien des initiatives mises en place pour aider nos clients durant la pandémie; iii) la hausse des produits tirés des services résidentiels et services aux entreprises reposant sur la technologie intelligente (y compris les services de sécurité), qui découlent des acquisitions d'entreprises, y compris ADT Canada, l'accroissement des services et la croissance du nombre de clients; iv) l'augmentation des produits tirés des services de télévision reflétant une croissance de 4,7 % du nombre d'abonnés au cours des 12 derniers mois; v) la hausse des produits tirés de nos solutions de soins virtuels. Cette croissance a été neutralisée en partie par d'autres facteurs découlant de la pandémie, y compris une baisse des produits tirés des services de santé en raison principalement de la fermeture temporaire des cliniques TELUS Santé pour tous les services non essentiels et de la diminution des demandes de prestations de maladie, ainsi que par la diminution des produits tirés de nos clients d'affaires, ceux-ci ayant réaffecté leurs ressources. De plus, la croissance des produits tirés des services de transmission de données a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de données existants.

Impératif stratégique : Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents

Au cours de 2020, nous avons continué d'investir dans notre technologie à large bande de pointe, sur laquelle repose le succès de nos services Internet, Télé OPTIK et Pik TV, de nos services aux entreprises et de nos solutions mobiles, et qui nous a aidés à déployer notre technologie 5G.

- Notre infrastructure 4G LTE couvrait 99 % de la population canadienne au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.
- Environ 2,5 millions de foyers et d'entreprises en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec étaient connectés au moyen de nos installations à fibres optiques (soit 81 % de la couverture totale de notre réseau à large bande et à haute vitesse), leur fournissant un accès immédiat à notre infrastructure à fibres optiques, ce qui constitue une hausse par rapport à la couverture de 2,2 millions de foyers et d'entreprises au 31 décembre 2019.
- Au 31 décembre 2020, plus de 10,5 millions de Canadiens, soit plus de 28 % de la population, étaient connectés au moyen de notre réseau 5G lancé au deuxième trimestre de 2020.

Au cours du troisième trimestre de 2019, nous avons lancé l'assistant domestique TELUS, qui donne aux abonnés du service Télé OPTIK la capacité de contrôler leur expérience en matière de divertissement en mode mains libres à l'aide de commandes vocales, sans aucuns frais supplémentaires.

Dès l'ouverture de la Ligne de la Confédération de l'O-Train à Ottawa, en septembre 2019, nous avons commencé à offrir l'accès au Wi-Fi gratuit sur les quais des trois stations souterraines de la ligne 1 au centre-ville, ainsi que le service cellulaire d'un bout à l'autre de la ligne, y compris dans le tunnel du centre-ville. Grâce à cette connexion cellulaire continue entre les stations et dans le tunnel, les usagers ne manqueront pas d'appels et demeureront connectés lors de leur passage sous terre.

En septembre 2019, nous avons conclu un partenariat à long terme avec Zú, une organisation située à Montréal ayant pour mission de développer des projets novateurs et avant-gardistes dans le secteur du divertissement, afin de mettre en place un laboratoire 5G expérimental entièrement consacré aux industries de la création et du divertissement.

En septembre 2019, nous avons lancé la Boutique IdO de TELUS, un portail libre-service en ligne permettant aux entreprises d'acheter et de gérer facilement des solutions de connectivité de l'Internet des objets (« IdO ») prépayées. Idéale pour les entreprises en démarrage et les laboratoires de développement, la Boutique IdO de TELUS simplifie la connexion des appareils IdO à notre réseau.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, nous avons lancé un nouveau service de cybersécurité Détection et réponse gérées, une technologie qui permet aux entreprises canadiennes de taille moyenne de détecter rapidement les menaces informatiques et de les contrer efficacement.

En janvier 2020, nous avons acquis une participation de base de 28 % dans Miovision Technologies Incorporated (« Miovision ») afin de faire progresser notre stratégie visant l'Internet des objets (l'« IdO ») et notre stratégie de villes intelligentes. Miovision est un développeur de systèmes de mobilité intelligents et de solutions de gestion de la circulation utilisées dans les villes partout dans le monde.

En juin 2020, nous avons lancé le service Internet TELUS PureFibre 1,5 gigabit, qui permet des vitesses de téléchargement pouvant atteindre 1 500 Mbps et des vitesses de téléversement pouvant atteindre 940 Mbps; ce service est offert aux particuliers et aux entreprises situés en Colombie-Britannique et en Alberta.

En septembre 2020, nous avons officiellement lancé GoCo, qui offre aux entreprises canadiennes un accès simplifié à des technologies de communication d'entreprise robustes et flexibles. GoCo regroupe les forces et l'expertise de bluArc, de BroadConnect Canada, d'Infra-Solutions, de Netrium, de Radiant et d'Ubity (des entreprises toutes antérieurement acquises par TELUS) pour offrir aux entreprises des solutions simples et évolutives de communications unifiées, de connectivité gérée et de sécurité du réseau.

Impératif stratégique : Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobile

Dans le rapport *Mobile Network Experience Canada* publié par OpenSignal en février 2019, nous nous sommes classés au premier rang au chapitre des vitesses de téléchargement, du temps d'attente et de la disponibilité du réseau LTE, et nous nous sommes classés ex æquo au premier rang au chapitre des vitesses de téléversement et de l'expérience vidéo du réseau LTE. Dans le rapport *Mobile Network Experience Canada* publié par OpenSignal en août 2019, nous nous sommes classés au premier rang dans quatre catégories (disponibilité du réseau 4G, expérience vidéo, expérience au chapitre des vitesses de téléchargement et expérience ayant trait au temps d'attente), et nous nous sommes classés ex æquo au premier rang dans la cinquième catégorie (expérience au chapitre des vitesses de téléversement). Nous sommes également le seul exploitant canadien à excéder un taux d'accès de 90 % en ce qui a trait à la disponibilité du réseau 4G.

Dans le rapport *Canada: State of Mobile Networks March 2019* publié par Tutela, une société indépendante canadienne de collecte de données sur les réseaux mobiles, TELUS s'est classée au premier rang au chapitre du temps d'attente et s'est classée ex æquo au premier rang en ce qui a trait à la qualité constante du réseau.

Selon l'étude *Canada Wireless Network Quality Study* de J.D. Power de 2019, TELUS s'est classée au premier rang pour ce qui est de la performance de la qualité du réseau mobile.

En 2019, nous avons remporté deux prix Speedtest remis par Ookla, soit un pour le réseau mobile le plus rapide et l'autre pour la plus vaste couverture mobile à l'échelle du Canada.

En avril 2019, nous avons annoncé que nous avons réussi à obtenir 12 licences de spectre pour les services sans fil en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario et au Québec, dans le cadre des enchères de spectre dans la bande de fréquence de 600 MHz tenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada. La bande de fréquence de 600 MHz est importante de par sa capacité à se propager sur de grandes distances dans les régions rurales et à traverser des barrières afin de mieux atteindre les emplacements clos des immeubles comme les ascenseurs et les garages, ce qui la rend hautement favorable au déploiement de la technologie 5G. Les licences, qui ont été acquises pour 931 millions de dollars (2,35 \$/MHz/personne vivant dans une zone de licence), équivalent à une moyenne nationale de 11,3 MHz et elles nous permettront d'offrir une connectivité à large bande mobile rehaussée, dans un contexte de transition de la technologie 4G LTE à la technologie 5G. Le mode de fonctionnement de l'enchère combinatoire au cadran, conjugué à la portion de spectre réservé de la bande de 30 MHz pour les entreprises régionales (représentant 43 % du spectre offert dans le cadre de l'enchère), a fait en sorte que les entreprises nationales ont payé une prime de 134 % par rapport aux exploitants régionaux et ont, selon notre analyse, payé les prix les plus élevés du monde pour acquérir du spectre dans la bande de fréquence de 600 MHz. À l'étranger, les portions de spectre réservé sont très rares et, dans les quelques cas où des enchères combinatoires au cadran accompagnées de portions de spectre réservé ont eu lieu, les portions de spectre réservé représentaient seulement environ 5 % du spectre visé par les enchères.

Au cours du troisième trimestre de 2019, nous avons obtenu les droits d'utilisation de certaines licences de spectre des SSFE-4 de la part du titulaire de licences initial (pour environ 1,16 \$/MHz/personne vivant dans une zone de licence) et avons comptabilisé ces licences comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée; une telle subordination de licences a été approuvée par ISDE. Nous avons par ailleurs obtenu des licences de spectre des SSFE-1 et des SSFE-3 dans le nord de l'Ontario.

Selon le rapport 2019 de PCMag portant sur les réseaux mobiles les plus rapides du Canada, qui a été publié en septembre 2019, nous nous sommes classés au premier rang au chapitre de la vitesse de notre réseau mobile au pays pour une 3^e année consécutive. Nous nous sommes également classés au premier rang au chapitre de la vitesse de notre réseau à Victoria, à Calgary, à Edmonton, à Regina, à Winnipeg, à Toronto, à Ottawa, à Montréal, à Québec, à Saint John, à Halifax et à l'Île-du-Prince-Édouard. En outre, TELUS a été reconnue comme ayant le meilleur forfait pour les services mobiles au Canada.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, nous avons construit un nouveau site cellulaire à Ahousaht, une collectivité éloignée située au large de Tofino sur la côte ouest de l'Île de Vancouver, et nous sommes le premier fournisseur à offrir des services mobiles voix et messagerie textuelle ainsi que des services Internet haute vitesse à cette collectivité.

En novembre 2019, nous avons annoncé que grâce à une innovation fondée sur la technologie LTE évoluée, nous avons fourni aux familles et aux entreprises de Brador, de Middle Bay, de Pakua Shipu, de Saint-Augustin et de Vieux-Fort, des collectivités de la Basse-Côte-Nord du Québec, un accès aux services Internet haute vitesse et à la téléphonie mobile.

En collaboration avec MobileEdgeX, nous avons annoncé, en novembre 2019, le lancement du programme d'accès préliminaire Early Access Program de MobileEdgeX, qui permet aux développeurs de concevoir et de tester des applications ainsi que de se livrer à des expérimentations au moyen de la technologie d'informatique en périphérie à faible temps de latence de prochaine génération offerte par MobileEdgeX.

Au cours de 2019, nous avons annoncé une série d'investissements concernant le branchement d'un plus grand nombre de foyers et d'entreprises à notre infrastructure TELUS PureFibre, y compris les investissements suivants :

- Un investissement dans la ville de Nanaimo et dans le district de Lantzville, en Colombie-Britannique, y compris les Premières Nations Snuneymuxw et Snaw-Naw-As, pour un branchement d'ici le printemps 2021.
- Un investissement dans la ville d'Airdrie, en Alberta, pour un branchement d'ici la fin de 2020.
- Un investissement dans la ville de Nelson, en Colombie-Britannique.
- Un investissement supplémentaire dans l'infrastructure de notre réseau mobile et de notre réseau à fibres optiques dans les collectivités rurales situées dans la région métropolitaine de Québec et dans l'est du Québec. Cet investissement a été effectué par suite du soutien financier obtenu dans le cadre du programme fédéral Brancher pour innover et du programme provincial Québec Branché. Grâce à ce soutien, nous pourrions brancher 34 000 nouvelles familles et entreprises réparties dans 80 collectivités éloignées.
- Un investissement dans la ville de St. Albert, en Alberta, y compris les municipalités avoisinantes du comté de Sturgeon, pour un branchement d'ici la fin de 2020.
- Un investissement dans la ville de Prince George, en Colombie-Britannique, y compris le nord de la réserve Lheidli T'enneh des Premières Nations dans la région Fort George 2, pour un branchement d'ici le début de 2022.
- Un investissement dans la ville de Pitt Meadows, en Colombie-Britannique, y compris la réserve Katzie 1 des Premières Nations, pour un branchement d'ici la fin de l'été 2020.

La société OpenSignal, dont le siège social est situé au Royaume-Uni, nous a décerné diverses distinctions en 2020.

- Dans le rapport *Mobile Network Experience Canada* publié en février 2020, nous nous sommes classés au premier rang au chapitre de l'expérience vidéo, des vitesses de téléchargement, des vitesses de téléversement, du temps d'attente et de la disponibilité du réseau 4G, et nous nous sommes classés ex æquo au premier rang en ce qui a trait à l'expérience d'application vocale. De plus, selon le rapport *Mobile Experience during the COVID-19 pandemic: 4G Download Speed* publié le 8 avril 2020, les vitesses des réseaux au Canada ont extrêmement bien résisté aux pressions exercées par la demande en contexte de pandémie de COVID-19.
- Dans le rapport *The State of Mobile Network Experience 2020: One Year into the 5G Era* publié en mai 2020, le Canada et la Corée du Sud se sont classés ex æquo au premier rang au chapitre de l'expérience en matière de vitesses de téléchargement à l'échelle mondiale, et le Canada continue d'être en tête des pays du G7 en ce qui a trait à l'expérience en matière de vitesses de téléchargement.
- Dans le rapport *State of Rural Canada's Mobile Network Experience* publié en mai 2020, nous nous sommes classés au premier rang au chapitre de la vitesse de notre réseau rural au Canada. Si les réseaux ruraux au Canada étaient classés à titre de pays autonome, le Canada rural se classerait au deuxième rang derrière le Japon parmi les pays du G7, fait notable étant donné l'étendue géographique du Canada et sa population dispersée.
- Dans le rapport *Mobile Network Experience: Canada* publié en août 2020, nous nous sommes classés au premier rang dans quatre catégories (expérience en matière de vitesses de téléchargement, expérience en matière de vitesses de téléversement, expérience en matière de vidéos et expérience en matière d'applications voix), et nous nous sommes classés ex æquo au premier rang dans deux catégories (expérience en matière de jeux et expérience en matière de couverture 4G). Notre vitesse dans la catégorie de l'expérience en matière de vitesses de téléchargement est de 72,7 Mbps, ce qui est 5,2 Mbps plus rapide que la vitesse de l'entreprise s'étant classée au deuxième rang. Cette reconnaissance d'OpenSignal en matière de vitesses de téléchargement est notre septième consécutive dans cette catégorie depuis janvier 2017.
- Selon le rapport *Global Mobile Network Experience Awards 2020* publié en septembre 2020, nous remportons la palme du réseau le plus rapide du monde. Nous nous sommes classés au premier rang à l'échelle mondiale dans la catégorie de l'expérience en matière de vitesses de téléchargement, les vitesses de téléchargement de notre réseau 4G LTE ayant atteint 75,8 Mbps; nous nous sommes également classés au premier rang à l'échelle mondiale dans la catégorie des vitesses de téléchargement moyennes.

La Corée du Sud s'est classée au deuxième rang dans cette dernière catégorie, la vitesse de téléchargement moyenne sur ses réseaux 5G lancés à l'échelle nationale en 2019 étant de 59 Mbps.

En février 2020, selon l'indice de qualité des jeux vidéo du magazine américain *PCMag*, TELUS s'est classée comme le meilleur fournisseur d'accès Internet pour les jeux vidéo au Canada en 2020. De plus, dans le rapport *The Fastest ISPs of 2020: Canada* publié par PCMag en juin 2020, nous nous sommes classés au premier rang des principaux fournisseurs de services Internet au Canada pour ce qui est de la vitesse de nos services Internet.

En 2020, nous avons remporté deux prix Speedtest remis par Ookla (dont le siège social est situé aux États-Unis), soit un pour le réseau mobile le plus rapide au Canada et l'autre pour la plus vaste couverture mobile à l'échelle du Canada.

Dans le rapport *Canada: State of Mobile Networks* publié par Tutela en avril 2020, qui porte sur les données pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 29 février 2020, TELUS a remporté trois prix nationaux concernant la qualité constante du réseau, le débit du téléchargement et le temps d'attente, et elle s'est classée ex æquo au premier rang en ce qui a trait à la qualité constante excellente du réseau. Par ailleurs, dans le rapport *Canada: Mobile Experience* publié par Tutela en juin 2020, qui porte sur les données pour la période du 1^{er} mars 2020 au 31 mai 2020, notre réseau mobile s'est classé au premier rang en ce qui a trait à sa qualité constante, au plus faible temps d'attente et aux vitesses de téléchargement les plus rapides.

En février 2020, nous avons annoncé que nous avons réussi à offrir la connectivité mobile à chacune des collectivités de la Colombie-Britannique dont la population est d'au moins 1 000 habitants. Ce jalon important s'aligne sur les objectifs du gouvernement fédéral en matière de connectivité dans les régions rurales.

En juin 2020, nous avons lancé le service Internet TELUS PureFibre 1,5 gigabit, qui permet des vitesses de téléchargement pouvant atteindre 1 500 Mbps et des vitesses de téléversement pouvant atteindre 940 Mbps; ce service est offert aux particuliers et aux entreprises situés en Colombie-Britannique et en Alberta.

Par suite de l'annonce, en novembre 2019, que nous avons fourni à plusieurs collectivités de la Basse-Côte-Nord du Québec l'accès pour la première fois à des services Internet haute vitesse et à la téléphonie mobile, nous avons poursuivi le déploiement de ces services en juin 2020 dans les collectivités de Kegaska et de La Romaine.

En septembre 2020, nous avons annoncé, en collaboration avec le gouvernement du Canada, un investissement de 15 millions de dollars pour le déploiement d'un câble de fibre optique sous-marin entre Sept-Îles et la Gaspésie. Cet investissement permettra de rehausser la fiabilité et la sécurité des services de télécommunications dans la région de la Côte-Nord au Québec, et de nous assurer que les Canadiens demeurent connectés et que nos services sont offerts au plus grand nombre possible de Canadiens dans les collectivités rurales.

En septembre 2020, nous avons annoncé l'élargissement de nos services Internet haute vitesse et de nos services mobiles afin de rejoindre, d'ici le début de 2021, 25 000 foyers et entreprises additionnels dans 45 collectivités éloignées et à faible densité situées dans la grande région de Québec et dans l'est du Québec, tout en comblant le fossé numérique dans les collectivités éloignées.

Notre rapport 2020 sur la connectivité des collectivités autochtones publié en novembre 2020 met en lumière les avantages transformateurs de la connectivité qui découlent des partenariats que nous avons formés avec les collectivités autochtones de la Colombie-Britannique. En partenariat avec les gouvernements autochtones, nous avons fourni un accès au service Internet haute vitesse à environ 18 500 emplacements situés dans 56 collectivités autochtones (87 terres autochtones) dans les régions que nous desservons.

Impératif stratégique : Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de notre stratégie et concentrer nos ressources sur nos activités de base

Le 14 janvier 2019, nous avons acquis une entreprise offrant un réseau géré et des services infonuagiques, de sécurité et de transmission de la voix pour une contrepartie composée de trésorerie et de crédettes et charges à payer de 75 millions de dollars, ainsi que d'actions ordinaires de TELUS Corporation d'un montant de 38 millions de dollars. Cet investissement avait pour objectif d'élargir notre réseau géré et d'accroître nos services infonuagiques, nos services de sécurité et nos services de communications unifiées.

En août 2019, nous avons acquis une entreprise offrant des solutions de gestion de programmes et de données personnalisées pour une contrepartie composée de trésorerie et de crédettes et charges à payer se chiffant à 135 millions de dollars.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, TELUS International a fait l'acquisition de la participation résiduelle de 45 % dans Voxpro Limited.

En novembre 2019, nous avons acquis les clients, les actifs et les activités de Services de sécurité ADT Canada, inc. (« ADT Canada »), pour environ 700 millions de dollars. Cette acquisition renforce notre engagement à tirer parti de la puissance de la technologie pour rehausser les aspects de la commodité, du contrôle et de la sécurité dans la vie, les foyers et les entreprises d'un plus grand nombre de Canadiens.

Le 31 janvier 2020, TELUS International (Cda) Inc. a conclu l'acquisition d'une participation de 100 % dans TINE, pour environ 1,3 milliard de dollars (915 millions €), moins la dette reprise. TINE est un important fournisseur de services d'affaires à forte valeur ajoutée axés sur la gestion des relations avec la clientèle et sur la modération de contenu, qui sont offerts dans 28 langues. TINE offrait, au moment de l'acquisition, des services dans 11 pays d'Europe et s'associe à des marques internationales de premier plan, surtout dans des secteurs à croissance rapide comme les technologies, les médias et les télécommunications, la vente au détail ainsi que les voyages et l'hébergement.

Le 1^{er} juillet 2020, nous avons acquis une participation de 100 % dans Mobile Klinik, une entreprise de vente et de réparation d'appareils mobiles qui a pignon sur rue et qui complète nos lignes de services mobiles existantes. Cet investissement a pour objectif d'élargir nos services mobiles.

Le 12 novembre 2020, nous avons annoncé le lancement de TELUS Agriculture, qui se consacre à offrir des solutions novatrices pour soutenir l'industrie agricole et les industries connexes grâce aux technologies connectées. Lors de ce lancement, l'une des entreprises que nous avons acquises était AFS Technologies Inc. (« AFS »). L'acquisition d'AFS a été conclue au troisième trimestre de 2020. AFS offre des solutions logicielles en matière de stimulation du commerce et de chaîne d'approvisionnement à des sociétés du secteur des produits de consommation emballés, à des distributeurs de produits alimentaires ainsi qu'à des producteurs alimentaires. Les autres entreprises que nous avons acquises au cours de 2019 et de 2020 avant l'annonce comprennent :

- AGIntegrated – Intégration harmonieuse des API pour les agroentreprises (Pennsylvanie, États-Unis)
- Agrian – Plateforme unifiée de gestion de la précision, de l'agronomie, de la durabilité, de l'analytique et de la conformité (Californie, États-Unis)
- Decisive Farming – Expertise en gestion agricole et agronomique de précision (Alberta)
- Farm At Hand – Logiciels de gestion agricole simplifiée (Colombie-Britannique)
- Feedlot Health Management Solutions – Information stratégique et connaissance basées sur les données (Alberta)
- Muddy Boots – Traçabilité de la ferme à la table, et gestion de la chaîne d'approvisionnement (Ross-on-Wye, Royaume-Uni)
- TKXS – Gestion de programme et de données sur mesure (Caroline du Nord, États-Unis)

Le 24 novembre 2020, nous avons annoncé le lancement du Fonds pollinisateur de TELUS pour un monde meilleur, un fonds d'investissement à vocation sociale créé pour financer les idées d'entreprises émergentes responsables et durables. Le fonds investira dans de jeunes entreprises à but lucratif et à vocation sociale (amorçage et série A) ayant des leaders exceptionnels et diversifiés. Ces entreprises doivent avoir des objectifs qui cadrent avec les nôtres et devraient déjà offrir un produit ou un service sur le marché ainsi qu'avoir démontré leur capacité à accroître leur clientèle et à générer des produits d'exploitation.

Le 16 décembre 2020, nous avons acquis une participation de 100 % dans EQ Care, un fournisseur national de soins de santé virtuels qui offre un accès bilingue, pratique et confidentiel à des médecins et à des spécialistes au moyen de textos ou de communications vidéo sécurisés, n'importe où et à tout moment. Cette acquisition renforce nos solutions de soins de santé virtuels au Canada.

Le 31 décembre 2020, TI a acquis Lionbridge AI, l'entreprise d'annotation de données de Lionbridge Technologies, Inc., pour environ 1,2 milliard de dollars (939 millions de dollars US). Lionbridge AI est un fournisseur mondial de données d'entraînement fondées sur l'externalisation ouverte et de solutions en matière de plateforme d'annotation servant dans le développement d'algorithmes d'IA pour alimenter l'apprentissage machine. Lionbridge AI procède à l'annotation des données incluses dans des textes, des images, des vidéos et des fichiers audio dans plus de 300 langues et dialectes pour certaines des plus grandes entreprises de technologie dans les domaines des médias sociaux, de la recherche, du commerce de détail et des services mobiles.

Impératif stratégique : Pénétrer le marché en une seule et même équipe, sous une seule marque et en mettant en œuvre une stratégie unique

Les membres de notre équipe collaborent aux fins de la mise en œuvre de notre grande priorité, qui est d'accorder la priorité aux clients, et nous nous efforçons d'offrir constamment une expérience client exceptionnelle et de devenir la société la plus recommandée dans les marchés où nous offrons des services. Les rapports annuels de la Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision (« CPRST ») ont indiqué les résultats probants de cette stratégie.

En novembre 2019, le bureau de la CPRST a publié son rapport annuel pour la période de 12 mois close le 31 juillet 2019; une fois de plus, TELUS a fait l'objet du plus faible nombre de plaintes de clients par rapport à toutes les autres entreprises de télécommunications nationales, et Koodo a de nouveau fait l'objet du plus faible nombre de plaintes de clients présentées relativement aux marques dérivées au pays. Du total des plaintes de clients acceptées par la CPRST, 8,3 %, 3,9 % et 1,0 %, respectivement, concernaient TELUS, Koodo et Public

Mobile, soit 13,2 % de l'ensemble des plaintes présentées. De plus, TELUS a affiché un taux de résolution des plaintes de 91,5 %, soit le taux le plus élevé affiché par une entreprise de télécommunications nationale.

Selon le rapport annuel du bureau de la CPRST pour la période de 12 mois close le 31 juillet 2020, publié en novembre 2020, TELUS a continué de faire l'objet du plus faible nombre de plaintes de clients par rapport à toutes les autres entreprises de télécommunications nationales et Koodo a de nouveau fait l'objet du plus faible nombre de plaintes de clients présentées relativement aux marques dérivées au pays. Du total des plaintes de clients acceptées par la CPRST, les plaintes concernant TELUS, Koodo et Public Mobile ont diminué d'un exercice à l'autre, l'amélioration du nombre de plaintes se chiffrant à (27,6) %, à (9,0) % et à (41,4) %, respectivement. Le total des plaintes dans l'industrie a diminué de 18,8 % d'un exercice à l'autre.

En 2019, nous avons étendu la portée de notre programme Mobilité pour l'avenir^{MD} afin de l'offrir à 10 000 autres jeunes adultes en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick. Le programme Mobilité pour l'avenir^{MD} fournit aux jeunes qui quittent leur famille d'accueil des téléphones intelligents et des forfaits de données subventionnés afin de les aider à demeurer en contact avec leurs réseaux de soutien essentiels.

Dans le cadre de notre programme Internet pour l'avenir^{MD} et afin de soutenir le programme Des familles branchées du gouvernement fédéral, en 2019, 198 000 nouvelles offres d'abonnement au programme Internet pour l'avenir^{MD} ont été envoyées à des foyers admissibles en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec. Le programme Internet pour l'avenir^{MD} donne aux familles à faible revenu un accès à faible coût au service Internet haute vitesse et à un ordinateur.

En 2019, nous avons élargi notre programme Santé pour l'avenir^{MC} en établissant sept nouveaux partenariats stratégiques afin de déployer de nouvelles cliniques de soins de santé mobiles. Ce programme finance les cliniques mobiles propulsées par la technologie de TELUS Santé, et il a pour but d'améliorer la façon dont les professionnels de la santé offrent des soins aux plus vulnérables.

En 2019, nous avons lancé le programme Technologies pour l'avenir^{MD}, afin d'aider les personnes handicapées au Canada à utiliser des téléphones intelligents et des appareils mobiles qui leur permettent de demeurer connectées et de bénéficier d'une plus grande indépendance. Ce programme, qui est actuellement offert en Colombie-Britannique et en Alberta, a été conçu pour les personnes handicapées qui ont besoin d'une solution personnalisée reposant sur les technologies d'assistance pour pouvoir accéder elles-mêmes à leur téléphone intelligent ou à leur tablette TELUS.

À la fin de 2019, près de 65 000 Canadiens avaient participé à nos programmes Branché pour l'avenir.

Près de 64 000 Canadiens ont participé aux ateliers TELUS Averti en 2019, en hausse par rapport à 52 000 en 2018. Ces ateliers sont offerts gratuitement et aident à encourager l'utilisation responsable de la technologie dans notre monde numérique. Environ 88 % des participants aux ateliers se trouvent mieux outillés pour assurer leur sécurité en ligne.

En 2019, nous avons lancé des versions en ligne de nos ateliers à l'intention des jeunes adultes, qui permettent aux éducateurs et aux étudiants, particulièrement ceux situés dans des régions rurales, d'accéder plus facilement à l'information sur le programme.

En 2019, nous avons également continué de collaborer avec nos collègues de TELUS International afin d'offrir les services de messagerie et les ressources de TELUS Averti aux jeunes adultes partout dans le monde, et nous avons offert 15 ateliers dans divers pays, incluant les Philippines, la Bulgarie, la Roumanie, le El Salvador et le Guatemala.

En février 2019, nous avons lancé un nouvel atelier pour les adolescents, TELUS Averti Bien-être. En août 2019, nous avons effectué le lancement en ligne de cet atelier, qui a coïncidé avec le début de la nouvelle année scolaire. L'atelier permet aux adolescents de secondaire 3 à 5 de participer à une conversation au sujet de l'établissement et du maintien d'une relation saine avec la technologie et leur offre des conseils pour assurer leur résilience et leur bien-être.

Au cours de 2019, TELUS a mobilisé les Canadiens d'un bout à l'autre du pays afin qu'ils se joignent à l'équipe #ZéroIntimidation et s'est associée à Maxime Comtois, le capitaine d'Équipe Canada qui a participé au Championnat mondial de hockey junior de 2019 et qui a fait l'objet de cyberintimidation après le tournoi de hockey. Nous avons également mis en vedette Le Code, un programme élaboré par TELUS en partenariat avec Hockey Canada qui s'adresse à la communauté du hockey. Le Code est un prolongement du programme TELUS Averti et propose des outils, des ressources et des ateliers éducatifs personnalisés pour aider les partisans du hockey, les joueurs et les familles à naviguer de manière sécuritaire et respectueuse dans les espaces numériques.

Au second semestre de 2019, nous avons lancé le programme des étoiles #ZéroIntimidation auquel participent cinq équipes partenaires de la Ligue canadienne de football (la « LCF »). Ce programme est un programme-cadre qui fait la promotion de l'importance d'un bon esprit sportif sur le terrain comme en ligne, et dans le cadre duquel des ateliers TELUS Averti sont offerts dans les écoles locales.

En 2019, plus de 40 000 bénévoles à l'échelle mondiale ont participé aux Journées du bénévolat de TELUS et consacré collectivement 1,1 million d'heures de bénévolat, ce qui représente dans les deux cas une hausse de 10 % d'un exercice à l'autre.

Au troisième trimestre de 2019, nous avons lancé notre campagne intégrée concernant la fierté gaie, qui a pour objet de promouvoir et de célébrer notre engagement de longue date envers l'établissement d'une culture axée sur la diversité et l'inclusion, par l'entremise de notre plateforme TELUS #AimonsNous. Près de 43 000 membres de notre équipe, amis et membres de leurs familles ont célébré la diversité en participant à près de 20 défilés de la fierté gaie d'un bout à l'autre du pays. L'an dernier, nous avons, pour une 14^e année consécutive, été commanditaire et participant de divers événements et activités célébrant la fierté gaie au Canada.

En septembre 2019, nous nous sommes distingués au chapitre de la responsabilité sociale d'entreprise par notre inscription à l'indice nord-américain de durabilité Dow Jones pour la 19^e année consécutive. Notre société a également été inscrite à l'indice mondial de durabilité Dow Jones pour la 4^e année de suite; nous sommes l'une des neuf entreprises de télécommunications à l'échelle mondiale et la seule entreprise de télécommunications en Amérique du Nord inscrites à l'indice mondial cette année.

En 2019, nous avons reçu pour la 14^e année de suite le prix BEST attribué par l'Association for Talent Development pour l'excellence de l'apprentissage et du perfectionnement du personnel.

L'équipe de TELUS Québec a reçu le prix 2019 du meilleur service à la clientèle en Amérique du Nord dans le secteur des télécommunications et de la télévision; ce prix est décerné par SQM.

En 2019, nous avons célébré le succès remporté par la Fondation TELUS pour un futur meilleur, qui a été créée il y a un an. En collaboration avec les 13 comités d'investissement communautaire de TELUS au Canada, la Fondation a fourni près de 8 millions de dollars pour appuyer plus de 500 projets visant à aider les jeunes adultes vulnérables au Canada.

En décembre 2019, nous avons lancé le programme Arrondir pour l'avenir. Ce programme libre-service unique permet à nos clients de décider d'arrondir automatiquement à la hausse le montant de leur facture mensuelle et de faire don de 100 % de la différence à la Fondation TELUS pour un futur meilleur. Ce programme est offert aux abonnés des solutions mobiles et des solutions résidentielles.

Au cours de 2020, nous avons continué de tirer parti de nos programmes Branché pour l'avenir afin de soutenir les Canadiens marginalisés durant la pandémie mondiale, et nous avons également étendu l'admissibilité aux programmes de manière à soutenir les personnes qui en ont le plus besoin.

- Nous avons élargi notre programme Internet pour l'avenir^{MD} afin de l'offrir aux élèves dans le besoin, de la maternelle à la 12^e année, dans le cadre de partenariats avec des conseils scolaires et des directeurs d'école, ainsi qu'aux personnes à faible revenu vivant avec un handicap. Plus de 400 000 Canadiens vulnérables peuvent actuellement recevoir un accès à faible coût au service Internet haute vitesse en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec. Au cours de l'exercice, nous avons soutenu près de 33 000 Canadiens dans le cadre de ce programme, ce qui porte à près de 72 000, en date du 31 décembre 2020, le nombre de Canadiens ayant bénéficié du programme Internet pour l'avenir^{MD} depuis son lancement.
- En partenariat avec la Fondation pour l'aide à l'enfance du Canada, nous avons élargi notre programme Mobilité pour l'avenir^{MD}, qui est maintenant offert à l'échelle nationale aux jeunes adultes qui quittent leur famille d'accueil. En décembre, nous avons élargi le programme afin de l'offrir aux personnes âgées à faible revenu au pays qui reçoivent le Supplément de revenu garanti (le « SRG »), et de leur fournir un accès à la technologie dont elles ont besoin pour rester en contact avec leurs proches et briser l'isolement, se divertir avec des jeux et livres en ligne, et accéder à des ressources et informations indispensables en santé. Nous avons offert ce programme s'adressant aux jeunes adultes et aux personnes âgées à près de 2 500 Canadiens de plus en 2020, leur fournissant un téléphone gratuit ainsi qu'un forfait pour services mobiles gratuit ou subventionné. Plus de 6 300 Canadiens marginalisés ont bénéficié de notre programme Mobilité pour l'avenir^{MD} depuis sa création.
- Dans le cadre des mesures d'intervention d'urgence liées à la COVID-19 s'inscrivant dans le cadre de notre programme Mobilité pour l'avenir^{MD}, nous avons distribué 14 200 appareils assortis de forfaits à plus de 340 organismes. Ces appareils permettent aux personnes à risque de rester en contact avec les professionnels de la santé et les travailleurs sociaux, et aident les patients hospitalisés et les personnes âgées vulnérables à rester en contact avec leur famille. Nos forfaits à 0 \$ seront offerts jusqu'au 30 juin 2021.
- En 2020, nous avons élargi notre programme Santé pour l'avenir^{MC} et lancé sept nouvelles cliniques mobiles. En 2020, nos 11 cliniques mobiles ont offert des soins de santé aux personnes sans-abri et aux autres Canadiens marginalisés, d'un bout à l'autre du pays, et ont accueilli plus de 28 000 visites de patients, y compris le soutien apporté en réponse à la pandémie en prenant en charge 12 700 évaluations et tests liés à la COVID-19. Au 31 décembre 2020, plus de 50 000 visites de patients avaient eu lieu dans le cadre de notre programme Santé pour l'avenir^{MC} depuis sa création, en 2014.

Au cours de 2020, nous avons continué d'enrichir notre programme TELUS Averti afin de favoriser la littératie numérique et la sécurité dans notre monde connecté.

- Plus de 90 000 Canadiens ont participé aux ateliers TELUS Averti en ligne. Ces ateliers sont offerts gratuitement et aident à encourager l'utilisation responsable de la technologie dans notre monde numérique. Environ 85 % des participants aux ateliers se trouvent mieux outillés pour assurer leur sécurité en ligne.
- En accord avec notre engagement visant à assurer la sécurité en ligne des Canadiens, nous avons lancé deux nouveaux ateliers en ligne TELUS Averti, dont celui intitulé *Votre propre sécurité dans notre monde numérique* qui s'adresse aux adultes, et celui intitulé *Le soutien des jeunes dans notre monde en ligne* qui s'adresse aux parents. Ces deux ateliers sont offerts sur le site Web de la société à l'adresse [telus.com/WiseWorkshops](https://www.telus.com/WiseWorkshops); le premier atelier offre des conseils importants afin d'assurer la sécurité en ligne et la protection de la vie privée en ligne, tandis que le deuxième atelier fournit des conseils et des recommandations concernant le temps passé devant l'écran, les jeux, le sextage et la cyberintimidation, de même que des conseils pour aider les jeunes adultes à se protéger dans le monde numérique.

En mars 2020, la Fondation TELUS pour un futur meilleur, qui est sans lien de dépendance avec la société, en collaboration avec les comités d'investissement communautaire de TELUS, a annoncé un engagement en vue d'aider à développer la capacité du système de santé public pendant la pandémie de COVID-19 et après, notamment du financement pour de nouvelles technologies et de nouveaux équipements comme des respirateurs, et à accroître le soutien offert aux banques alimentaires, aux Canadiens aînés et aux programmes de santé mentale.

Nous avons fait un don de 500 000 \$ à une équipe de recherche de la fondation de l'hôpital général de Vancouver et de l'hôpital de l'Université de la Colombie-Britannique afin d'aider à la recherche visant à développer des traitements antiviraux thérapeutiques pour la COVID-19.

Au premier trimestre de 2020, nous avons lancé sur nos médias sociaux une vidéo en français et en anglais sous le mot-clic #OnResteUnis, afin de partager des messages positifs et de garder les citoyens connectés pendant la pandémie de COVID-19.

En mars 2020, nous avons lancé le balado TELUS Talks. Nous avons produit 49 épisodes au cours de l'année, les personnes invitées incluant notamment la D^{re} Bonnie Henry, le D^r Michael Osterholm, le D^r Gabor Maté et Carol Todd. Nous avons obtenu plus de 118 000 écoutes de ces balados qui ont pour but d'aider les Canadiens à gérer leur vie au cours d'une année sans précédent en leur fournissant des informations et des points de vue divers.

Pour la première fois, notre événement annuel Journées du bénévolat de TELUS est devenu un événement virtuel qui s'est déroulé tout au long de 2020, dans le cadre duquel les membres de notre équipe TELUS en service et à la retraite, ainsi que leurs concitoyens canadiens ont fait du bénévolat, en toute sécurité et virtuellement, afin de soutenir nos collectivités locales. Au 31 décembre 2020, notre famille TELUS avait participé à 1,2 million de gestes d'entraide, dont plus de 1,25 million d'heures de bénévolat, la couture de 150 000 masques et le don de 210 000 masques portant la marque TELUS.

Depuis le deuxième trimestre de 2020, nous offrons des masques non médicaux portant la marque TELUS, en taille adulte et jeune, qui aident les Canadiens à se protéger. Tous les profits de la vente sont remis à la Fondation TELUS pour un futur meilleur afin d'appuyer les efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19. Au 31 décembre 2020, nous avons vendu 79 000 masques et recueilli plus de 535 000 \$ afin de soutenir les activités de la Fondation.

En 2011, nous avons établi nos objectifs initiaux en matière de consommation énergétique et de réduction des gaz à effet de serre à long terme, et nous les avons dépassés au début de 2019, en avance sur notre cible de 2020. En conséquence, dans notre rapport sur la durabilité 2019, qui a été publié au cours du deuxième trimestre de 2020, nous avons annoncé nos nouveaux plans d'action liés aux changements climatiques, qui visent notamment à atteindre la carboneutralité de nos activités d'ici 2030.

En mai 2020, nous avons lancé le programme #AidonsNosPME, qui vise à aider les petites entreprises canadiennes durant la pandémie. Dans le cadre de cette campagne, nous nous sommes engagés à verser une aide financière, en marketing et en conseils d'experts, afin de soutenir, de promouvoir et de célébrer les propriétaires de petites entreprises.

Dans le cadre de notre programme Les données au service du bien commun, lancé au deuxième trimestre de 2020, nous avons collaboré avec 24 organismes du secteur public et/ou organismes de recherche afin de leur fournir gratuitement des données anonymisées et regroupées issues de notre réseau mobile, à l'appui de leurs recherches sur la COVID-19. En novembre 2020, l'International Association of Privacy Professionals nous a décerné le prix Privacy Innovation Award, qui reconnaît notre programme.

En 2020, dans le cadre de notre programme annuel Des outils pour les jeunes, nous avons fait don de 13 000 sacs à dos contenant des fournitures scolaires essentielles et des masques réutilisables pour jeunes adultes, afin de soutenir un retour à l'école réussi.

En octobre 2020, dans le cadre de la Journée mondiale de la santé mentale, nous avons lancé notre plus récent documentaire TELUS Originals, intitulé *Dark Cloud*, qui raconte l'histoire de jeunes adultes victimes de cyberintimidation et traite de l'incidence de ce problème qui a changé la vie de nombreuses personnes au Canada. À la fin de l'année, nous avons eu 709 000 visionnements de ce documentaire par l'entremise du service Télé OPTIK et de YouTube.

Tandis que les Canadiens passent plus de temps que jamais en ligne en raison de la pandémie de COVID-19, allant de la socialisation aux études, ce film s'adresse aux parents, aux jeunes adultes et à tous les Canadiens, car il fournit divers points de vue sur les causes de la cyberintimidation et comment nous pouvons l'arrêter.

Impératif stratégique : Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant un rendement élevé et de garantir une efficacité opérationnelle

Chaque année, nous effectuons un sondage « L'heure juste » auprès des membres de notre équipe qui sert à recueillir des informations confidentielles concernant le milieu de travail qu'offre TELUS ainsi qu'à évaluer les progrès que nous avons accomplis aux fins de l'établissement d'une culture fondée sur l'excellence du rendement. Les unités fonctionnelles et les services utilisent les résultats du sondage afin d'examiner leurs plans d'action et d'établir l'ordre de priorité de leurs mesures permanentes. En 2019, l'indice de participation des membres de l'équipe s'est établi à 84 pour cent, ce qui est une réussite encourageante compte tenu des changements importants dans l'ensemble de notre société au cours de l'exercice et nous a permis de nous classer dans la tranche supérieure de 10 pour cent parmi tous les employeurs visés par le sondage à l'échelle mondiale. En 2020, l'indice de participation s'est établi à 87 % (en hausse de 3 points de pourcentage par rapport à 2019), soit l'indice le plus élevé obtenu jusqu'à présent (ex æquo avec 2015) et ce, malgré une année sans pareille compte tenu des nombreuses répercussions de la pandémie de COVID-19. Ce résultat permet à TELUS de se classer à nouveau dans la tranche supérieure de 10 % parmi les employeurs à l'échelle mondiale selon notre agence de sondages, Kincentric.

5. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

5.1 Qui nous sommes

TELUS, l'une des plus importantes entreprises de technologies d'information et de télécommunications du Canada, offre un vaste éventail de produits et de services, y compris des services mobiles de transmission de la voix et de données, des services IP, des services de télévision, des services de divertissement, des services vidéo et des services de sécurité. TELUS Santé est le chef de file au Canada en matière de technologies en santé numérique, améliorant ainsi l'accès aux soins de santé et provoquant une révolution dans la distribution de l'information tout en améliorant la collaboration, l'efficacité et la productivité de façon à ce que la santé des gens s'améliore. TELUS Agriculture fournit des solutions numériques novatrices au secteur de l'agriculture en connectant chaque élément de la chaîne de valeur agricole, en mettant à profit de l'intelligence artificielle et des systèmes de données avant-gardistes afin de simplifier les activités, d'améliorer la traçabilité alimentaire et d'offrir aux consommateurs du monde entier des sources alimentaires plus fraîches, saines et durables.

TELUS International est un chef de file mondial en matière d'expérience client numérique qui conçoit, construit et fournit des solutions de prochaine génération, notamment en matière d'intelligence artificielle et de modération de contenu, pour des marques mondiales et révolutionnaires, appuyant le cycle de vie complet de la transformation numérique de ses clients et permettant à ceux-ci d'adopter rapidement les technologies numériques de prochaine génération afin d'obtenir de meilleurs résultats pour l'entreprise.

En 2021, nous avons généré 17,3 milliards de dollars de produits d'exploitation et d'autres produits et comptions 16,9 millions d'abonnés, dont 9,3 millions d'abonnés des téléphones mobiles, 2,1 millions d'abonnés des appareils mobiles connectés, 2,3 millions d'abonnés des services Internet, 1,1 million d'abonnés des services résidentiels de transmission de la voix, 1,3 million d'abonnés des services de télévision et 804 000 abonnés des services de sécurité.

a) Organisation

Veuillez vous reporter à la *rubrique 5, Analyse des résultats d'exploitation* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes et qui décrit nos secteurs opérationnels à présenter : solutions technologiques de TELUS (TTech) et les expériences client axées sur le numérique de TELUS International.

b) Notre stratégie

Veuillez vous reporter à la *rubrique 2, Activités principales et stratégie* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes.

c) Survol des activités

Veuillez vous reporter à la *rubrique 4, Capacités* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes et qui décrit nos principaux marchés, produits et services ainsi que nos réseaux de distribution.

Nos actifs et ressources, y compris les employés, la marque et les méthodes de distribution, les immobilisations corporelles (comme nos réseaux de télécommunications et installations de réseaux), les

immobilisations corporelles (comme les marques et les licences du spectre sans fil) et un survol de nos activités à l'étranger sont abordés à la *rubrique 4.2, Ressources opérationnelles* du rapport de gestion annuel 2021.

Pour obtenir de l'information sur les produits d'exploitation et d'autres informations financières sur nos deux derniers exercices en ce qui a trait à nos activités de services mobiles et fixes, se reporter à la *rubrique 5.4, Secteur Solutions technologiques de TELUS* et, en ce qui concerne TELUS International, se reporter à la *rubrique 5.5, Secteur Expérience client propulsée par le numérique – TELUS International* du rapport de gestion annuel 2021.

Un survol du contexte économique canadien et de l'industrie des télécommunications figure à la *rubrique 1.2, Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités* et à la *rubrique 9, Tendances générales, perspectives et hypothèses, et faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires* du rapport de gestion annuel 2021. Les tendances saisonnières qui nous ont touchés sont décrites à la *rubrique 5.2, Sommaire des résultats trimestriels consolidés, tendances et compte rendu des résultats du quatrième trimestre* et à la *rubrique 5.4, Secteur Solutions technologiques de TELUS* du rapport de gestion annuel 2021.

d) Environnement concurrentiel

Veillez vous reporter à la *rubrique 4.1, Principaux marchés et concurrents* et à la *rubrique 10.4, Environnement concurrentiel* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes.

e) Responsabilité sociale de l'entreprise et environnement

Nous accordons la priorité aux pratiques commerciales durables et responsables et à la prise de décisions maintenant un juste équilibre entre croissance économique et l'atteinte de résultats positifs sur les plans social et environnemental. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur notre approche en matière de responsabilité sociale et de durabilité environnementale dans notre rapport annuel sur la durabilité.

Nous sommes solidement ancrés dans la gouvernance de la durabilité, position qui vient seconder nos efforts envers la gérance environnementale et le capitalisme social, c'est-à-dire la façon dont nous mettons notre activité principale au service d'une vocation sociale plus profitable à nos parties intéressées. Cette gouvernance comprend l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies efficaces, l'évaluation et la gestion des risques (y compris les risques liés au climat), l'élaboration de cibles et d'objectifs ainsi que la déclaration de nos progrès et de notre rendement.

Nous offrons plusieurs solutions et programmes de technologies de l'information et de communication en vue de saisir les occasions de participer à la vie sociale au sein de nos collectivités, dont nos programmes Un Canada branché pour l'avenir. Chaque année, des membres de l'équipe et des retraités de TELUS offrent un million d'heures de bénévolat en soutien à leur collectivité locale et à plus de 4 000 organismes de bienfaisance qui aident deux millions de jeunes. On peut obtenir de plus amples renseignements au <https://www.telus.com/fr/social-impact>.

Nous sommes également conscients que nos activités peuvent avoir un impact sur l'environnement. Notre politique environnementale et notre système de gestion environnementale (certifié ISO 14001:2015 au Canada), constituent respectivement les lignes directrices et le cadre de travail à partir desquels nous gérons le risque environnemental et faisons rapport à cet égard.

f) Relations avec les employés

Veillez vous reporter à la *rubrique 4.2, Ressources opérationnelles* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes.

5.2 Possibilités et risques liés au climat

Nous reconnaissons que les possibilités et les risques liés au climat pourraient avoir des répercussions financières directes ou indirectes sur nos activités, et notre objectif est de présenter en toute transparence l'incidence de ces possibilités et risques sur notre stratégie et nos activités. Nous appuyons le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (« GTIFCC ») et communiquons ci-après de l'information pertinente relative aux changements climatiques en conformité avec les recommandations du GTIFCC publiées en juin 2017. Cette information est divisée en quatre rubriques, lesquelles présentent une vue d'ensemble de la façon dont nous comprenons et gérons les possibilités et les risques associés aux changements climatiques chez TELUS : Gouvernance, Stratégie, Gestion des risques et Paramètres et cibles.

Gouvernance

Nous avons des pratiques bien établies en matière de gouvernance de la durabilité, position qui vient seconder nos efforts envers la gérance environnementale et la conscience sociale responsable.

Supervision par le conseil des possibilités et des risques liés au climat

Notre conseil d'administration (« conseil ») est responsable de l'administration de la société, ce qui comprend la supervision et la gestion des risques. Lors de ses réunions trimestrielles, notre conseil examine des rapports et discute de stratégies, de progrès et de cibles d'entreprise, en plus d'aborder les risques émergents et les possibilités sur le plan de l'innovation, notamment la façon dont la technologie peut nous aider à faire face à des phénomènes météorologiques extrêmes.

Le comité de gouvernance de notre conseil assure une supervision particulière à l'égard de notre responsabilité sociale d'entreprise et de nos programmes, cibles et rendement en matière de gestion environnementale. Nos équipes Durabilité et environnement et Gestion des risques d'entreprise fournissent au comité de gouvernance des rapports trimestriels. Ces rapports contiennent des renseignements importants concernant nos risques environnementaux et liés au climat ainsi que nos activités de conformité connexes et ils décrivent la responsabilité éventuelle qui peut en découler. Le comité de gouvernance supervise également les possibilités liées au climat lorsqu'elles se présentent ou sont repérées, et ces possibilités font l'objet de discussions au cours des réunions trimestrielles du comité. Ce comité passe également en revue notre rapport sur la durabilité et donne des recommandations au conseil relativement à son approbation.

Notre processus de planification de la relève visant le conseil comprend une évaluation permanente des compétences des membres du conseil qui permet au comité de gouvernance et au conseil de dégager d'éventuelles lacunes dans les aptitudes et compétences considérées comme les plus pertinentes pour la société. Dans le cadre de ce processus, il est demandé aux membres du conseil de donner des précisions sur leur formation ou leur expérience en matière de durabilité, d'environnement et de gestion des risques liés au climat.

Supervision par la direction des possibilités et des risques liés au climat

Notre chef de la direction et notre équipe de haute direction sont responsables de l'approbation de l'orientation stratégique générale de nos programmes en matière de durabilité, ce qui comprend l'évaluation et la gestion des risques liés au climat, l'atténuation de ceux-ci ainsi que le repérage de possibilités liées au climat.

Notre équipe Durabilité et environnement relève de notre vice-président directeur et chef des finances, qui est responsable de l'élaboration et de la gouvernance de notre stratégie en matière de durabilité.

L'équipe Durabilité et environnement cherche à évaluer des possibilités et des risques liés au climat en intégrant des questions de durabilité, en mettant en œuvre des projets dans l'ensemble de l'entreprise, en offrant des formations et des séances de sensibilisation à l'interne et en gérant notre système de gestion environnementale (SGE), lequel est certifié ISO 14001:2015 au Canada. Ce processus comprend l'établissement de références par des évaluations formelles et informelles de l'importance relative des risques, l'analyse de données et de scénarios, la prise en considération des commentaires des parties intéressées à l'interne et à l'externe et l'examen du cadre réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités.

Alors que nous nous efforçons d'atténuer l'impact climatique de nos activités, nous intégrons également les considérations d'ordre climatique dans nos processus de développement de produits et d'innovation dans l'ensemble de nos activités et dans les nouveaux secteurs tels que TELUS Santé et TELUS Agriculture. Au fur et à mesure que nous améliorons nos produits actuels et en créons de nouveaux, nous nous efforçons de tenir compte des possibilités et risques pertinents liés au climat pour nous adapter à notre avenir à faibles émissions de carbone.

De plus, nous lions le rendement organisationnel en matière de durabilité à la rémunération par l'intermédiaire des cartes de pointage de la société, qui ont une incidence sur la structure des primes de rendement dans l'ensemble de la société. L'indice de socio-capitalisme au sein de la carte de pointage comprend des paramètres qui mesurent notre rendement en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ainsi que des paramètres sur les répercussions sociales. En outre, la structure des primes de rendement de l'équipe Durabilité et environnement est liée de façon générale à nos objectifs en matière d'environnement pour 2025 et 2030.

Stratégie

Repérer les risques liés au climat à court, à moyen et à long terme.

Chaque année, nous repérons des risques physiques liés au climat et des risques liés à la transition vers un avenir à faibles émissions de carbone, et nous sommes exposés à de tels risques. Les risques physiques liés au climat sont ceux qui découlent de la gravité croissante et de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes et de la hausse des températures mondiales dans le cadre de nos activités, y compris en ce qui a trait à notre chaîne d'approvisionnement, et dans nos collectivités. Nous repérons des risques transitoires tels que ceux liés aux changements climatiques, y compris les répercussions des modifications apportées aux politiques ou de la mise en œuvre de technologies à faible émission.

Nous avons repéré certains risques physiques et transitoires liés au climat qui pourraient avoir des répercussions sur nos activités à court-terme (1 an à 5 ans) :

- La réglementation relative au carbone touchant nos partenaires de la chaîne d'approvisionnement.
- La hausse des primes d'assurance et la difficulté qui en résulte d'obtenir une couverture d'assurance à l'égard de nos activités directes et indirectes.
- La hausse de la demande en énergie et la hausse des coûts d'exploitation qui en résulte à la fois pour TELUS et ses clients.
- Les attentes accrues des clients et des organisations pour que TELUS offre des produits et des services permettant une transition vers une économie à faibles émissions de carbone.
- Les mécanismes de tarification du carbone dans les secteurs au sein desquels nous exerçons nos activités, qui ont une incidence directe sur les coûts de consommation de carburant et de gaz naturel, plus particulièrement en Colombie-Britannique et en Alberta.

Nous avons repéré certains risques physiques et transitoires liés au climat qui pourraient avoir des répercussions sur nos activités à moyen et à long terme (5 ans et plus) :

- Des travaux doivent être effectués sur les infrastructures essentielles afin qu'elles restent résilientes face aux catastrophes climatiques.
- Le besoin de recalibrer la planification financière en raison des coûts accrus des répercussions physiques liées au climat.
- Les perturbations touchant directement et indirectement la fourniture de nos biens et services.
- Le transfert des augmentations de coûts par les fournisseurs touchés par la réglementation relative au carbone.
- La capacité de nos fournisseurs de faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et les attentes croissantes à l'égard d'activités carboneutres.
- Notre réussite dans l'atteinte de nos cibles à long terme en matière d'environnement et les répercussions qui en découlent si de tels cibles ne sont pas atteintes, comme les intérêts à payer sur nos obligations liées à la durabilité.

Repérer les possibilités liées au climat à court, à moyen et à long terme.

Grâce à des réseaux de classe mondiale, à une approche accordant la priorité aux clients et à des mesures avantageuses pour les actionnaires, nous visons à améliorer la vie des Canadiens et de nos collectivités tout en procurant de solides rendements aux actionnaires. Notre stratégie d'entreprise vise à saisir les occasions, y compris celles qui s'inscrivent dans l'adaptation aux risques climatiques croissants et à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. De plus, notre équipe Durabilité et environnement recherche régulièrement des occasions d'investir dans des technologies liées au climat, de réaliser des essais et de rechercher de nouvelles occasions qui ne présentent pas de risque financier pour réduire nos émissions de GES.

Nos investissements commerciaux sont reliés à la connexion numérique de la population dispersée de notre pays; en conséquence, nous attirons des clients qui cherchent à réduire leur empreinte carbone. En outre, nous continuons à mettre l'accent sur les investissements dans l'optimisation du réseau, les mises à niveau des infrastructures, la réduction de l'espace immobilier et la modernisation de l'éclairage afin de favoriser des économies futures et des réductions absolues de consommation d'énergie.

Voici certains exemples de possibilités liées au climat que nous poursuivons à l'heure actuelle :

- Nous avons l'objectif à l'échelle de l'entreprise de combler 100 % de nos besoins en électricité à partir de sources renouvelables ou à faibles émissions d'ici 2025 et, en vue d'atteindre cet objectif, nous avons conclu quatre contrats d'achat d'électricité totalisant plus de 150 MW de capacité d'énergie renouvelable avec des promoteurs de projets d'énergie éolienne et solaire en Alberta.
- Nous avons construit un réseau à large bande qui permet à nos clients de vivre et de travailler à l'endroit de leur choix tout en minimisant leur empreinte environnementale liée aux déplacements et en optimisant leur productivité.
- Depuis plus de dix ans, TELUS Santé travaille en collaboration avec les autorités sanitaires, des partenaires dans les collectivités et des parties intéressées pour construire un système de santé plus durable mettant à profit les pouvoirs de la technologie. TELUS Santé offre des produits de santé qui permettent aux clients de communiquer virtuellement avec les fournisseurs de soins de santé, ce qui améliore l'efficacité des services offerts, limite les répercussions des déplacements physiques sur le climat et augmente l'accessibilité des services de prévention et de bien-être pour ceux qui cherchent à les obtenir.
- TELUS Agriculture offre des solutions novatrices destinées à favoriser un secteur de l'agriculture durable au moyen de la technologie, en reliant de façon sécuritaire la chaîne de valeur alimentaire et en mettant à profit des données pour améliorer les efficacités, la production et les rendements.

- TELUS poursuit le développement de nouveaux bâtiments certifiés LEED qui intègrent de la technologie de premier ordre, des solutions durables et efficaces d'un point de vue énergétique et des styles de travail contemporains. Récemment, nous avons ouvert les portes de TELUS Sky, notre dernier bâtiment certifié LEED platine, situé au centre-ville de Calgary.
- Nous continuons de faire croître notre programme Styles de travail, qui permet à plus de 90 % des membres de notre équipe nationale de travailler de la maison, réduisant ainsi les émissions de GES associées aux déplacements.

En plus d'améliorer les possibilités susmentionnées, nous continuerons à élaborer des solutions environnementales et à faibles émissions de carbone, rendues possibles par nos réseaux, à moyen et à long terme (plus de 5 ans) pour nos clients et nos collectivités. Par exemple, par l'intermédiaire de TELUS Capital de risque et du Fonds pollinisateur de TELUS pour un monde meilleur, nous investissons dans des entreprises en démarrage responsables qui apportent des changements sociaux et environnementaux afin de rendre le monde meilleur.

Analyses de scénarios

Nous procédons à des analyses de scénarios afin de mieux comprendre la résilience de notre stratégie d'entreprise en fonction de divers scénarios climatiques. La réalisation de cette analyse et la communication des résultats des divers scénarios nous aident à déterminer comment nos activités pourraient nous préparer à faire face aux changements climatiques, et nous aident à les atténuer, au fur et à mesure que de nouvelles réglementations ou technologies relatives au climat ou d'autres éléments connexes sont mis au point et évoluent. De plus, ces analyses nous aident également à repérer de nouvelles possibilités liées au climat pour notre entreprise et nous aident à informer nos parties intéressées du positionnement de notre organisation compte tenu de ces risques et possibilités.

Les deux types de risques liés aux changements climatiques que nous avons évalués dans le cadre de notre analyse de scénarios sont les suivants :

- Risques liés à la transition : Les scénarios liés à la transition présentent généralement des hypothèses plausibles portant sur l'élaboration de politiques en matière de changements climatiques et sur le déploiement de technologies de décarbonation pour limiter les émissions de GES. Les scénarios liés à la transition tirent des conclusions sur le mode d'interaction des politiques et des technologies relatives à l'approvisionnement en énergie et aux émissions de GES avec l'activité économique, la consommation d'énergie et les activités de la chaîne d'approvisionnement, entre autres facteurs clés.
- Risques physiques : Les scénarios liés aux changements climatiques physiques présentent généralement les résultats de modèles climatiques mondiaux qui indiquent la réponse du climat de la Terre aux changements des concentrations atmosphériques de GES. Les scénarios physiques liés aux changements climatiques peuvent inclure des répercussions comme une inondation ou une sécheresse.

Sélection de scénarios et hypothèses

Nous avons décidé d'utiliser les scénarios de changements climatiques suivants pour évaluer nos risques et nos possibilités :

- Adaptation à de faibles émissions de carbone (hausse des températures mondiales d'environ 1,5 °Celsius) : Dans ce scénario, les températures mondiales sont en voie de subir un réchauffement d'environ 1,5 °Celsius par rapport aux niveaux préindustriels d'ici 2100, ce qui correspond à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. Les pays du monde entier s'adaptent en fonction d'une économie à faibles émissions de carbone, ce qui réduit considérablement le réchauffement éventuel de nos températures mondiales. Ils y parviennent en apportant d'importants changements généralisés à la réglementation favorisant la croissance d'une économie verte.
- Réchauffement climatique mondial extrême (hausse des températures mondiales d'environ 4 °Celsius) : Dans ce scénario, les températures mondiales sont en voie de subir un réchauffement d'environ 4 °Celsius par rapport aux niveaux préindustriels d'ici 2100. Cette hausse extrême des températures découle des mesures limitées adoptées par les sociétés et les entreprises à fortes émissions ainsi que de l'absence de changements à la réglementation favorisant la croissance d'une économie verte. En conséquence, des phénomènes météorologiques extrêmes se manifestent, entraînant le déplacement de populations importantes, la rareté de ressources primaires, la détérioration de la qualité de l'air et des effets connexes sur la santé.

Veillez noter que ces scénarios ont été produits en tant qu'outils d'évaluation d'un futur présentant deux scénarios climatiques opposés, de façon à ce que nous puissions déterminer les risques et possibilités plausibles et planifier pour la résilience. Il ne s'agit pas de prédictions du futur.

Adaptation à de faibles émissions de carbone (1,5 °Celsius)			
	Risques d'entreprise	Répercussions possibles	Résilience de TELUS
Risque lié à la transition	Résilience de la chaîne d'approvisionnement	Des changements rapides pour limiter les émissions de carbone pourraient faire en sorte que les pratiques de nos fournisseurs changent considérablement. Les fournisseurs qui ne réussissent pas à faire la transition vers des stratégies à faibles émissions de carbone en matière de développement de produits, de fabrication de produits ou d'offre de services de livraison ou de soutien pourraient avoir une incidence sur la capacité à répondre aux attentes en évolution et en croissance constantes des clients tout en maintenant la qualité des services.	Nous conscientisons davantage l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement sur les changements climatiques en accordant une plus grande pondération aux pratiques en matière de durabilité organisationnelle dans le cadre de nos processus de sélection de fournisseurs, en améliorant les processus de surveillance du rendement environnemental de nos fournisseurs actuels, en établissant une cible fondée sur la science de portée 3 et en bonifiant le soutien que nous apportons à nos fournisseurs dans l'amélioration de leurs pratiques environnementales.
	Décisions réglementaires et interventions politiques	Les stratégies visant à limiter le réchauffement climatique mondial à 1,5 °Celsius exigent des changements réglementaires et politiques considérables, tant au pays que sur la scène internationale, afin d'imposer des mesures de mise en œuvre des stratégies de décarbonation.	Nous avons fixé des objectifs publics ambitieux en matière de réduction des émissions de carbone et nous connaissons les politiques et la réglementation actuelles et futures, et nous nous attendons à d'autres changements dans l'avenir. Nous élaborons et mettons en œuvre des stratégies telles que l'électrification des parcs automobiles et les investissements dans les énergies renouvelables en vue de décarboniser nos activités et notre chaîne de valeur.
	Durabilité de l'entreprise et vocation sociale (marque et réputation)	Les attentes en évolution de nos parties intéressées quant au traitement des questions environnementales, influencées par des nouveautés en matière de concurrence, de réglementation, de société et d'environnement dans une économie à faibles émissions de carbone, ainsi que notre communication de l'information et notre transparence en ce qui a trait à nos stratégies et à nos progrès, pourraient avoir des répercussions sur notre marque et notre réputation.	Nous communiquons largement notre vocation et nos engagements sociaux, nous sollicitons les commentaires des clients, des investisseurs, des membres de l'équipe et des autres parties prenantes, et nous partageons ces résultats dans nos communications sur le développement durable. En conséquence, nous recevons des notes élevées pour notre rendement en matière de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance de la part d'agences de notation et d'analystes indépendants, ce qui démontre nos assises solides à partir desquelles nous continuerons à répondre aux attentes croissantes des parties prenantes pour nous adapter à un

Adaptation à de faibles émissions de carbone (1,5 °Celsius)			
	Risques d'entreprise	Répercussions possibles	Résilience de TELUS
	Rétention de la clientèle	Les clients pourraient être touchés par la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, car les entreprises pourraient subir une augmentation des coûts associés à l'offre de solutions à faibles émissions de carbone, ce qui les rendrait moins accessibles sur le plan économique.	Nous élaborons et mettons en œuvre des solutions à faibles émissions de carbone pouvant créer des avantages environnementaux, sociaux et financiers pour nos clients et les collectivités, comme TELUS Santé et TELUS Agriculture.
Risque physique	Gestion environnementale et dangers	Les stratégies changeantes visant la gestion des risques environnementaux (notamment le stockage de carburant, la déclaration d'information réglementaire, le recyclage et la gestion des déchets) et la conformité avec la législation environnementale accrue pourraient avoir une incidence sur notre réputation en raison de l'attention des médias ou de réclamations de tiers. Les effets liés au climat sur nos activités, comme les phénomènes météorologiques extrêmes, pourraient avoir des répercussions sur notre capacité de servir notre clientèle et d'assurer la sécurité des membres de notre équipe et de nos collectivités.	Nous avons un système de gestion environnementale certifié ISO 14001:2015 pour nos activités au Canada, qui est audité chaque année et qui nous aide à gérer les risques environnementaux à l'aide d'un cadre solide de gouvernance. Nous mettons également en œuvre des initiatives d'atténuation des menaces environnementales graves et avons mis en œuvre un système évolué de surveillance météorologique et de l'environnement, un processus de notification à l'intention des parties intéressées et des processus de gestion des incidents. Nous avons créé des stratégies liées aux incidents climatiques qui tirent parti des leçons retenues lors d'événements précédents et que nous communiquons aux organismes gouvernementaux locaux. Grâce à notre SGE et à nos plans de continuité des activités, nous prévoyons devoir faire face à moins de risques découlant de dangers environnementaux.
	Systèmes et processus, y compris la fiabilité du réseau	L'efficacité de la conception du réseau, la maintenance, les processus de gestion du changement, la surveillance d'événements et la réponse aux incidents, la gestion de ceux-ci et l'enquête sur ceux-ci pourraient avoir une incidence sur la fiabilité de notre réseau et sur la fréquence et la durée des pannes.	Étant donné que le rendement du réseau et sa fiabilité sont au cœur du succès de notre entreprise, nous maintenons des programmes rigoureux de surveillance et de maintenance afin d'assurer la continuité des activités sur le réseau. Par conséquent, nous prévoyons des répercussions relativement limitées dans le cadre de ce scénario. Nous mettons en œuvre les meilleures pratiques en matière d'ingénierie et de conception de réseau et testons notre réseau régulièrement. Nous effectuons également des exercices et des examens en

Adaptation à de faibles émissions de carbone (1,5 °Celsius)			
	Risques d'entreprise	Répercussions possibles	Résilience de TELUS
			<p>matière d'incidents sur les sites les plus cruciaux pour nous assurer que de solides mesures de contrôle sont en place, en particulier si ces sites sont situés dans une zone à haut risque de perturbations physiques liées au climat. En outre, nous mettons à jour notre infrastructure pour nous assurer qu'elle respecte ou dépasse les normes actuelles et futures prévues en matière de résilience aux impacts climatiques physiques.</p>

Réchauffement climatique mondial extrême (4 °Celsius)			
	Risques d'entreprise	Répercussions possibles	Résilience de TELUS
Risque lié à la transition	Résilience de la chaîne d'approvisionnement	<p>Un réchauffement climatique mondial extrême pourrait entraîner des répercussions et des perturbations dans notre chaîne d'approvisionnement en ayant une incidence sur le coût des matériaux et de l'équipement en raison de la hausse des frais d'assurance des fournisseurs et des coûts de fabrication et d'expédition. Une telle situation peut aussi avoir une incidence sur la disponibilité de nos produits, des composantes, de l'offre de services et du réseau de soutien.</p>	<p>Nous pourrions devoir consacrer davantage de ressources pour nous procurer et mettre sur pied un réseau diversifié de fournisseurs qui ont des plans rigoureux d'atténuation en place relativement à un scénario de réchauffement climatique mondial extrême.</p>
	Décisions réglementaires et interventions politiques	<p>Les changements en matière de réglementation et de politiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale, n'ont pas réussi à engendrer les mesures requises pour mettre en œuvre les stratégies de décarbonation et limiter le réchauffement climatique mondial, ce qui accroît la nécessité de prendre des décisions et d'adopter des politiques réglementaires plus vastes et plus strictes.</p>	<p>Il se peut qu'il soit nécessaire de préciser et d'améliorer nos plans d'action et d'ajuster les échéanciers de nos cibles liées au climat, mais nous disposons d'une assise solide pour mettre en œuvre des stratégies de décarbonation efficaces afin de pouvoir réagir et innover rapidement en cas de changement de réglementation et de politiques.</p>
	Durabilité de l'entreprise et vocation sociale (marque et réputation)	<p>Les attentes des parties prenantes concernant les préoccupations d'ordre environnemental, influencées par les faits nouveaux sur le plan social, de la concurrence, de la réglementation et de l'environnement, restent constantes ou deviennent plus importantes. Les attentes en matière de communication de l'information pertinente et de transparence à l'égard de nos</p>	<p>Nous continuons d'intensifier nos communications à l'égard de notre vocation et nos engagements sociaux, et d'accroître nos efforts pour obtenir une rétroaction de la part des clients, des investisseurs, des membres de l'équipe et des autres parties prenantes, et de partager ces résultats dans l'information que nous présentons sur le développement durable. Nous pourrions consacrer</p>

Réchauffement climatique mondial extrême (4 °Celsius)			
	Risques d'entreprise	Répercussions possibles	Résilience de TELUS
		stratégies et progrès sont de plus en plus grandes, étant donné la probabilité croissante d'une incidence sur notre marque et notre réputation si les progrès ne répondent pas aux attentes.	davantage de ressources à la collaboration efficace avec des agences de notation et des analystes indépendants afin de maintenir des notes élevées à l'égard de notre rendement en matière d'enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance.
Risque physique	Gestion environnementale et dangers	En cas de réchauffement climatique extrême, l'Agence internationale de l'énergie a prédit des conséquences climatiques et environnementales graves importantes, qui pourraient avoir des répercussions sur l'exploitation et la maintenance de notre réseau, nos actifs immobiliers, la sécurité des membres de notre équipe, le rendement de notre chaîne d'approvisionnement et notre productivité organisationnelle.	Nous pourrions devoir consacrer davantage de ressources à la maintenance et à la réparation de notre réseau, à la surveillance environnementale, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, aux programmes de continuité des activités et aux initiatives relatives à la sécurité des membres de notre équipe et des clients, ce qui pourrait avoir une incidence sur notre situation financière.
	Systèmes et processus, y compris la fiabilité du réseau	Un réchauffement climatique mondial extrême pourrait avoir une incidence sur la fiabilité de notre réseau et sur la fréquence et la durée des pannes. De plus, la hausse des températures pourrait entraîner une hausse des coûts de refroidissement de notre équipement réseau.	Nous pourrions devoir consacrer davantage de ressources à l'amélioration du design et à la protection de notre équipement réseau afin de limiter les incidences et les interruptions, ce qui pourrait avoir une incidence sur notre situation financière et la rétention de nos clients.

Gestion des risques

Processus d'identification des risques liés au climat

La gestion efficace des risques est un fondement de notre leadership en matière de durabilité. Nous définissons le risque d'entreprise comme le degré d'exposition associé à l'atteinte d'objectifs stratégiques clés par rapport à l'efficacité et à l'efficience des activités, à la fiabilité et à l'intégrité de l'information financière, au respect des lois, des règlements, des politiques, des procédures et des contrats, et à la protection des actifs dans le cadre d'une culture organisationnelle éthique. Notre cadre d'évaluation des risques d'entreprise sollicite et intègre l'expertise et le point de vue des membres de l'équipe de tous les secteurs et échelons de l'organisation, y compris notre conseil. Nos risques d'entreprise découlent principalement de notre contexte commercial et l'évaluation et l'identification des risques permettent de fixer nos stratégies et nos objectifs commerciaux.

Les risques physiques liés au climat ainsi que les risques liés à la transition vers un environnement à faibles émissions de carbone sont intégrés dans notre cadre de gestion des risques d'entreprise. Ces risques liés au climat, de même que d'autres risques qui font partie de notre registre de gestion des risques d'entreprise, sont examinés chaque trimestre et évalués à l'égard de leurs répercussions anticipées à court, moyen et long terme.

Nous avons également un programme primé de gestion de continuité des activités dans toute l'entreprise, qui s'aligne sur les priorités de la société, notamment prioriser la sécurité des membres de notre équipe, réduire au minimum l'incidence des menaces sur nos installations, sur nos activités commerciales et sur notre chaîne d'approvisionnement, maintenir le service à la clientèle et faire en sorte que nos collectivités demeurent connectées. L'optimisation continue des capacités de reprise après sinistre pour nos réseaux de TI et de télécommunications, laquelle est fondée sur les risques, demeure une priorité clé en vue de prévenir les pannes et de limiter leur incidence sur nos activités et sur nos clients.

En 2021, nous avons entrepris une évaluation supplémentaire des risques et des possibilités propres au climat dans le cadre de notre évaluation de l'importance relative. Nous avons interrogé les principaux dirigeants de la

société pour connaître leur avis sur la façon dont l'évolution du climat peut influencer sur des domaines tels que les finances et l'assurance, la chaîne d'approvisionnement, l'approche commerciale, les cibles de carboneutralité et les nouvelles possibilités de produits. Les résultats de cette évaluation ont été intégrés aux présentes.

Processus de gestion des risques liés au climat

Nous atténuons tous les types de risques, y compris les risques liés au climat, au moyen de modalités contractuelles, de plans d'urgence et d'autres stratégies d'intervention, comme il convient. Nous nous efforçons d'éviter de prendre des risques excessifs dans la mesure du possible et d'aligner les risques sur nos stratégies commerciales, nos objectifs, nos valeurs et notre degré de tolérance à l'égard du risque. L'exposition résiduelle à certains risques est atténuée au moyen de couvertures d'assurance lorsque nous jugeons que de telles couvertures sont efficaces et viables sur le plan commercial. Notre stratégie précise pour la gestion des risques liés au climat comprend trois composantes principales :

- Atténuation : vise la réduction de notre consommation d'énergie et de nos émissions d'équivalents de dioxyde de carbone (eCO₂)
- Adaptation : vise les plans de continuité des activités et le plan de préparation relativement aux répercussions possibles du changement climatique sur nos activités
- Innovation : aide les clients à atteindre leurs objectifs liés au changement climatique grâce à des solutions en matière de produits et services, comme la vidéoconférence.

Le risque lié au temps violent est l'un des aspects principaux de notre cadre de gestion des risques liés au climat et est catégorisé en fonction de ses répercussions sur les membres de l'équipe, sur les installations ou sur la prestation de services. Ces risques sont catégorisés et présentés au comité d'audit du conseil chaque trimestre au cours duquel de tels risques peuvent avoir des répercussions sur les régions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

Nous accordons une priorité croissante aux initiatives d'atténuation visant à composer avec les menaces liées au temps violent, et nous avons mis en œuvre des processus évolués de surveillance météorologique, de notification à l'intention des principales parties intéressées et de gestion des incidents en plus de mettre à jour des stratégies liées aux incidents climatiques qui tirent parti des leçons retenues lors d'événements précédents. Ces mesures visent tant la planification à court terme que la planification à long terme.

Atténuation des risques à court terme

Chaque semaine, le Bureau de continuité des affaires de l'entreprise (BCAE) de TELUS publie un bulletin de temps violent pour tous les territoires en exploitation afin de souligner les événements de temps violent qui pourraient nuire à nos activités, et il surveille quotidiennement les menaces de temps violent et en avise les principales parties intéressées à l'interne au besoin.

Le BCAE tient également des ateliers semestriels de préparation saisonnière afin de nous sensibiliser aux menaces saisonnières prévues et d'améliorer nos démarches pour y faire face. Les ateliers mettent l'accent sur les tendances saisonnières à venir, sur les menaces potentielles et sur la révision des leçons retenues lors d'événements précédents.

Nous maintenons un programme de gouvernance du risque lié aux biens qui repère, évalue, gère et surveille systématiquement les risques liés aux biens dans les installations essentielles de notre réseau. Ce programme aide également à repérer les dangers liés aux catastrophes naturelles.

Atténuation des risques à long terme

TELUS réalise des études sismiques et de prévision des crues tous les cinq à sept ans pour repérer les sites les plus vulnérables et aider à l'élaboration de possibles stratégies d'atténuation future. Nous appuyons également diverses municipalités dans le cadre d'initiatives d'adaptation aux changements climatiques en représentant le secteur des télécommunications lorsqu'il s'agit de déterminer quel pourrait être l'impact de l'évolution des risques découlant des changements climatiques sur la prestation de nos services aux citoyens, aux entreprises et aux collectivités.

Notre SGE certifié ISO 14001:2015, qui est utilisé pour repérer et contrôler les effets de nos activités sur l'environnement, fait l'objet d'un audit annuel afin d'évaluer sa conformité avec les exigences réglementaires standards applicables.

Paramètres et cibles

Paramètres utilisés pour repérer des possibilités et des risques liés au climat

Nous évaluons les possibilités et les risques liés au climat en surveillant et en communiquant nos émissions de GES et notre consommation d'énergie. Nos sources les plus importantes d'émissions de GES et de consommation d'énergie se composent de l'énergie directe et indirecte consommée à l'égard des immeubles dont nous sommes propriétaires ou que nous louons au Canada, des sites des tours cellulaires, de la flotte de véhicules et des génératrices à carburant que nous exploitons. Notre rapport annuel sur la durabilité renferme une divulgation annuelle de notre classification des émissions de GES selon les champs d'application 1, 2 et 3, ainsi que des données et une description de nos réalisations.

Cibles liées au climat

Puisque nous avons dépassé nos cibles liées au climat antérieures, nous avons fixé les cibles suivantes en 2020 :

- Comblent efficacement 100 % de nos besoins en électricité au moyen de sources renouvelables ou à faibles émissions d'ici 2025.
- Atteindre une carboneutralité nette opérationnelle d'ici 2030.
- Réduire l'intensité de notre consommation d'énergie de 50 pour cent d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2019.
- Nous engager à établir des cibles fondées sur des données scientifiques en 2021.

En 2021, l'initiative Science-based Target (iSBT) a approuvé nos cibles fondées sur des données scientifiques, qui comprennent les suivantes :

- Réduire de 46 pour cent les émissions absolues de GES de portées 1 et 2 d'ici 2030, en regard des niveaux de 2019.
- Réduire de 46 pour cent les émissions absolues de GES de portée 3 provenant des voyages d'affaires et du déplacement quotidien des employés d'ici 2030, en regard des niveaux de 2019.
- Réduire de 75 pour cent par million de dollars de produits d'exploitation les émissions de GES de portée 3 provenant de l'achat de produits et d'équipements et de l'utilisation de produits vendus d'ici 2030, en regard des niveaux de 2019.

Nous présentons notre rendement par rapport à ces cibles dans notre rapport annuel sur la durabilité. De plus, la politique de TELUS en matière d'environnement nous permet de maintenir le cap sur un futur écologique en collaborant dans l'ensemble de la société pour faire ce qui suit :

- surveiller, mesurer et réduire nos émissions globales de GES
- améliorer l'intensité de notre consommation d'énergie à mesure que nous développons nos activités
- réduire au minimum les déversements et les émissions d'hydrocarbure halogéné
- améliorer notre système de gestion environnementale
- assurer l'harmonisation avec les certifications de bâtiments durables, comme la certification LEED, au sein de nos projets immobiliers.

5.3 Facteurs de risque

Veillez vous reporter à la *rubrique 10, Risques et gestion des risques* du rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes.

5.4 Réglementation

Veillez vous reporter à la *rubrique 9.4, Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des communications* et à la *rubrique 10.3, Questions de réglementation* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes.

6. DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS

Les dividendes par action ordinaire que TELUS a déclarés chaque trimestre, au cours de la période de trois ans terminée le 31 décembre 2021, sont indiqués ci-après :

Trimestres clos les ¹	2021	2020	2019
31 mars	0,3112 \$	0,29125 \$	0,27250 \$
30 juin	0,3162 \$	0,29125 \$	0,28125 \$
30 septembre	0,3162 \$	0,29125 \$	0,28125 \$
31 décembre	0,3274 \$	0,31120 \$	0,29125 \$
Total	1,2710 \$	1,18495 \$	1,12625 \$

¹ Versés le ou vers le premier jour ouvrable du mois suivant.

Nos actionnaires ont reçu au total 1,2710 \$ par action en dividendes déclarés en 2021, soit une augmentation de 7,3 pour cent par rapport à 2020. Notre conseil révisé le taux de dividendes chaque trimestre. Notre taux de dividendes trimestriel est établi d'après une évaluation continue des flux de trésorerie disponibles dégagés et des indicateurs financiers, qui comprennent le niveau d'endettement, le rendement des actions et le ratio de distribution. Le 9 février 2022, un premier dividende trimestriel de 0,3274 \$ par action a été déclaré et est payable le 1^{er} avril 2022 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 mars 2022. Le premier dividende trimestriel de 2022 constitue une hausse cumulative de 0,0162 \$ par action par rapport au dividende de 0,3112 \$ par action versé en avril 2021. Ce résultat est conforme à notre programme pluriannuel de croissance des dividendes.

Nous avons d'abord annoncé notre programme de croissance des dividendes en mai 2011 puis, en mai 2019, nous avons communiqué notre intention de viser des augmentations de dividendes semestrielles continues, qui représenteraient une augmentation annuelle allant de 7 pour cent à 10 pour cent à partir de 2020 jusqu'à la fin de 2022, prolongeant ainsi la politique annoncée initialement en mai 2011. Toutefois, les décisions concernant le versement de dividendes continueront d'être prises chaque trimestre par notre conseil en fonction de notre situation financière et de nos perspectives. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020, notre ligne directrice cible en ce qui concerne le ratio de distribution à long terme est calculée selon une fourchette de 60 pour cent à 75 pour cent des flux de trésorerie disponibles, sur une base prospective. Se reporter à la *rubrique 7.5, Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes. Selon les dividendes annoncés en date du 10 février 2022 et les 1,37 milliard d'actions ordinaires de TELUS Corporation en circulation au 31 décembre 2021, les déclarations de dividendes totaliseraient environ 1,8 milliard de dollars en 2022, compte non tenu du rachat et de l'annulation d'actions ordinaires aux termes de toute offre publique de rachat dans le cours normal des activités que nous pourrions mettre en œuvre. Rien ne garantit que nous maintiendrons notre programme de croissance des dividendes en 2022.

7. DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

7.1 Description générale de la structure du capital

Le capital autorisé de TELUS consiste en 6 000 000 000 d'actions, divisées comme suit :

1) 4 000 000 000 d'actions ordinaires sans valeur nominale; 2) 1 000 000 000 d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries; et 3) 1 000 000 000 d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries. Les actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et à la cote de la Bourse de New York.

Actions ordinaires

Sous réserve des droits prioritaires des porteurs d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de deuxième rang, les actions ordinaires donnent le droit de participer au versement des dividendes déclarés par le conseil et à la distribution des actifs de TELUS au moment de sa liquidation ou de sa dissolution.

Les porteurs des actions ordinaires ont le droit de recevoir un avis de convocation à toute assemblée générale des actionnaires de TELUS, d'y assister, d'y prendre la parole et d'y voter, à raison de une voix par action ordinaire détenue. Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de voter au moyen d'une résolution distincte pour chaque administrateur plutôt que pour l'ensemble des administrateurs.

Les actions ordinaires sont assujetties à des restrictions sur le transfert pour s'assurer que nous respectons en tout temps les exigences en matière de propriété et de contrôle canadiens de la Loi sur les télécommunications et d'une Instruction au CRTC (*Inadmissibilité de non-Canadiens*) émise en vertu de la Loi sur la radiodiffusion, comme il est indiqué à la *rubrique Contraintes – Exigences en matière de propriété et de contrôle canadiens*.

Veuillez vous reporter à la *rubrique 9.4, Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des communications* et à la *rubrique 10.3, Questions de réglementation* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes.

Actions privilégiées de premier rang

Les actions privilégiées de premier rang peuvent être émises à n'importe quel moment, en une ou en plusieurs séries, chaque série comprenant le nombre d'actions et ayant la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions que le conseil détermine par voie de résolution, et sous réserve du dépôt d'une modification à l'avis des statuts et aux statuts de TELUS. Aucune série d'actions privilégiées de premier rang ne peut conférer le droit de voter à une assemblée générale de TELUS ni un droit de conversion en actions ordinaires ou d'échange contre des actions ordinaires. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, les porteurs des actions privilégiées de premier rang ne pourront pas, en tant que catégorie, être convoqués, assister et voter aux assemblées des actionnaires de TELUS. Les actions privilégiées de premier rang confèrent un rang prioritaire par rapport aux actions privilégiées de deuxième rang et aux actions ordinaires en ce qui a trait au versement de dividendes et au partage des biens en cas de liquidation ou de dissolution de TELUS.

Au 10 février 2022, aucune action privilégiée de premier rang n'était en circulation.

Actions privilégiées de deuxième rang

Les actions privilégiées de deuxième rang peuvent être émises à n'importe quel moment, en une ou en plusieurs séries, chaque série comprenant le nombre d'actions et ayant la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions que le conseil détermine par voie de résolution, et sous réserve du dépôt d'une modification à l'avis des statuts et aux statuts de TELUS. Aucune série d'actions privilégiées de deuxième rang ne peut conférer le droit de voter à une assemblée générale de TELUS ni un droit de conversion en actions ordinaires ou d'échange contre des actions ordinaires. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, les porteurs des actions privilégiées de deuxième rang ne pourront pas, en tant que catégorie, être convoqués, assister ou voter aux assemblées des actionnaires de TELUS. Les actions privilégiées de deuxième rang confèrent, sous réserve des droits prioritaires des porteurs d'actions privilégiées de premier rang, un rang prioritaire par rapport aux actions ordinaires en ce qui a trait au versement de dividendes et au partage des biens en cas de liquidation ou de dissolution de TELUS.

Au 10 février 2022, aucune action privilégiée de deuxième rang n'était en circulation.

Régime de droits des actionnaires

TELUS a un régime de droits des actionnaires en place depuis mars 2000. Notre régime de droits des actionnaires actuel (le « régime de droits ») a été adopté par le conseil le 13 mars 2019 (la « date de prise d'effet ») et a été ratifié et confirmé par les actionnaires à notre assemblée annuelle le 9 mai 2019.

Aux termes du régime de droits actuel, TELUS a émis un droit (un « droit ») relativement à chaque action ordinaire en circulation à la date de prise d'effet. Le régime de droits a une durée légèrement supérieure à neuf ans, sous réserve de sa ratification par les actionnaires tous les trois ans (en 2022 et en 2025). Chaque droit, à l'exception de ceux qui sont détenus par un acquéreur important (selon la définition qui en est donnée dans le régime de droits) et certaines de ses parties apparentées, permet à son porteur, dans certaines circonstances suivant l'acquisition par un acquéreur important d'au moins 20 pour cent des actions ordinaires de TELUS (autrement que selon les conditions d'une « offre autorisée » du régime de droits), d'acheter auprès de TELUS des actions ordinaires d'une valeur de 320 \$ pour 160 \$ (c.-à-d. avec un escompte de 50 pour cent) respectivement. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter au régime de droits, dont il est possible d'obtenir un exemplaire sur le site de SEDAR, au sedar.com, ou sur le site d'EDGAR, au www.sec.gov, en consultant les annexes de la déclaration d'inscription de TELUS suivant le formulaire 8-A déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis le 10 mai 2019 (numéro de dossier à la Commission : 001-15144), ou encore auprès du Bureau de la gouvernance de TELUS, au 510 West Georgia Street, 7^e étage, Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 0M3.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités et prospectus préalable de base

Veuillez vous reporter à la *rubrique 4.3, Situation de trésorerie et sources de financement* de notre rapport de gestion annuel 2021 qui est intégré par renvoi aux présentes.

7.2 Contraintes

Exigences en matière de propriété et de contrôle canadiens

La *Loi sur les télécommunications* (Canada) (« Loi sur les télécommunications ») et une *Instruction au CRTC (Inadmissibilité de non-Canadiens)* émise aux termes de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada) (« Loi sur la radiodiffusion ») prescrivent que certaines filiales de TELUS Corporation sont tenues, en tant qu'entreprises canadiennes, titulaires d'autorisations de radiocommunication et titulaires de licences de radiodiffusion, d'être la propriété de Canadiens et sous contrôle canadien. En vertu de la Loi sur les télécommunications, une entreprise canadienne, comme TCI, est considérée comme la propriété de Canadiens et contrôlée par ceux-ci si :

- i) au moins 80 pour cent de ses administrateurs sont des particuliers canadiens;
- ii) au moins 80 pour cent des participations comportant droit de vote sont la propriété véritable de Canadiens; et
- iii) elle n'est pas par ailleurs contrôlée de fait par des non-Canadiens.

Les mêmes règles, essentiellement, s'appliquent à l'égard des entreprises de radiodiffusion, mais une exigence supplémentaire figurant dans l'*Instruction au CRTC (Inadmissibilité de non-Canadiens)* exige également que le chef de la direction d'une société qui est une entreprise de radiodiffusion autorisée soit un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada. TELUS Corporation a déposé auprès du CRTC les documents prescrits affirmant le statut d'entreprise de télécommunications canadienne de TCI. En outre, nous avons l'intention de faire en sorte que TELUS Corporation conserve le contrôle de TCI et que TCI demeure « canadienne » aux fins des exigences canadiennes relatives à la propriété.

Par ailleurs, le *Règlement sur la propriété et le contrôle des entreprises de télécommunication canadiennes* (le « Règlement sur la propriété et le contrôle ») d'application à la Loi sur les télécommunications dispose que, pour qu'une société détenant des actions dans une entreprise de télécommunications (qui est une société mère d'une entreprise de télécommunications) soit considérée comme canadienne, au moins 66 ⅔ pour cent des actions comportant droit de vote émises et en circulation de cette société doivent être la propriété véritable de Canadiens et que cette société ne doit pas par ailleurs être contrôlée de fait par des non-Canadiens. Pour autant que nous le sachions, au moins 66 ⅔ pour cent de ses actions ordinaires émises et en circulation sont la propriété véritable de Canadiens et contrôlées par ceux-ci, et TELUS Corporation n'est pas par ailleurs contrôlée de fait par des non-Canadiens. Pour l'application de ces règlements, « Canadien » désigne entre autres :

- i) un citoyen canadien qui réside habituellement au Canada;
- ii) un résident permanent du Canada qui réside habituellement au Canada et qui y réside depuis au plus un an suivant la date à laquelle il remplit les conditions d'admissibilité pour faire une demande de citoyenneté canadienne;
- iii) une société par actions dont au moins 66 ⅔ pour cent des actions comportant droit de vote émises et en circulation sont la propriété véritable de Canadiens et sont contrôlées par eux et ne sont pas par ailleurs contrôlées de fait par des non-Canadiens; ou
- iv) une société de caisse de retraite dont la majorité des membres du conseil d'administration sont des particuliers canadiens et qui est établie aux termes de la législation fédérale ou de la législation d'une province applicable ayant trait à l'établissement de sociétés de caisse de retraite.

Dans l'*Instruction au CRTC (Inadmissibilité de non-Canadiens)*, on trouve une définition similaire de « Canadien », mais on y ajoute celle de « personne morale qualifiée », qui peut être une filiale dont la société mère ou les administrateurs de celle-ci ne contrôlent ni n'influencent les décisions de la filiale en matière de programmation dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) des Canadiens détiennent dans l'ensemble la propriété effective et le contrôle de moins de 80 pour cent des actions avec droit de vote émises et en circulation de la société mère et de moins de 80 pour cent des votes;
- b) le premier dirigeant est un non-Canadien;
- c) moins de 80 pour cent des administrateurs de la société mère sont des Canadiens.

Le 10 août 2017, en réponse aux niveaux de propriété étrangère des actions supérieurs à 20 pour cent et afin de respecter les critères de « personne morale qualifiée » prévus dans l'*Instruction au CRTC (Inadmissibilité de non-Canadiens)*, le conseil a nommé un comité de programmation indépendant afin qu'il prenne toutes les décisions en matière de programmation relatives à ses entreprises de radiodiffusion autorisées.

Le Règlement sur la propriété et le contrôle accorde aux entreprises canadiennes et aux sociétés mères d'une entreprise de télécommunications, comme TELUS Corporation, les délais nécessaires et la possibilité de rectifier l'inadmissibilité découlant de la propriété par des Canadiens d'un nombre insuffisant de participations comportant droit de vote. Aux termes du Règlement sur la propriété et le contrôle, ces sociétés peuvent refuser la souscription, l'émission, le transfert ou l'achat de participations comportant droit de vote, au besoin, pour s'assurer qu'elles-mêmes et leurs filiales demeurent admissibles aux termes de la législation pertinente. À cet égard, une

société peut, en particulier, mais sans restriction et conformément aux dispositions contenues dans le Règlement sur la propriété et le contrôle :

- i) refuser d'accepter toute souscription d'actions comportant droit de vote;
- ii) refuser de permettre l'inscription dans le registre de ses actionnaires de tout transfert d'actions avec droit de vote;
- iii) suspendre les droits d'un porteur d'actions avec droit de vote d'exercer les droits de vote afférents à celles-ci à une assemblée d'actionnaires;
- iv) vendre ou racheter des actions avec droit de vote supplémentaires.

TELUS Corporation, pour s'assurer de conserver son statut d'entreprise canadienne et que chacune de ses filiales, y compris TCI, puisse être et continuer d'être exploitée à titre d'entreprise de télécommunications canadienne aux termes de la Loi sur les télécommunications, ou de se voir délivrer des autorisations de radiocommunication suivant la *Loi sur la radiocommunication* (Canada) (la « Loi sur la radiocommunication »), ou de se voir délivrer des licences de distribution de radiodiffusion aux termes de la Loi sur la radiodiffusion, a intégré à ses statuts des dispositions essentiellement similaires à celles qui précèdent pour permettre à ses administrateurs de prendre des décisions concernant l'une quelconque des mesures indiquées précédemment.

En outre, TELUS a des systèmes en place pour contrôler le niveau de propriété canadienne de ses actions ordinaires. Pour les actionnaires inscrits et les actions cotées à la Bourse de Toronto, un système de réservation et de déclaration oblige les souscripteurs non canadiens d'actions ordinaires à obtenir un numéro de réservation de notre agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres, Société de fiducie Computershare, et à déclarer s'ils sont canadiens ou non canadiens. Pour ce qui est des actions ordinaires cotées à la Bourse de New York, la propriété non canadienne est contrôlée au moyen du programme « SEG-100 Account » de la Depository Trust & Clearing Corporation. Toutes les actions ordinaires de TELUS détenues par des non-Canadiens doivent être transférées à ce compte (aucune demande de réservation n'est exigée).

La Loi sur les télécommunications a été modifiée en juin 2012 pour supprimer les restrictions relatives à la propriété étrangère qui s'appliquent aux entreprises de télécommunications qui détiennent moins de 10 pour cent du total des produits des activités ordinaires du marché canadien des services de télécommunications. Cette modification a été apportée pour permettre aux entités étrangères de démarrer ou d'acheter des entreprises canadiennes qui détiennent moins de 10 pour cent du total des produits des activités ordinaires du marché canadien des services de télécommunications. Toutefois, étant donné que TELUS et les membres de son groupe dépassent ce seuil de 10 pour cent, nous demeurons assujettis aux restrictions préexistantes concernant les contrôles et la propriété canadienne décrites précédemment. Les exigences en matière de propriété canadienne des détenteurs de licences aux termes de la Loi sur la radiodiffusion demeurent inchangées.

7.3 Notations du crédit

Les renseignements suivants concernant nos notes sont fournis puisqu'ils concernent nos coûts de financement, nos liquidités et nos activités. Des renseignements supplémentaires concernant les notations du crédit sont présentés de la *rubrique 7.5, Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* jusqu'à la *rubrique 7.8, Notations du crédit* du rapport de gestion annuel 2021.

Les notes sont importantes quant à nos coûts d'emprunt et à notre capacité d'obtenir du financement à court terme et à long terme et au coût de ce financement. Les notes sont conçues pour fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité du crédit d'une émission de titres et sont des indicateurs de la probabilité de remboursement et de la capacité d'une société de respecter ses engagements financiers relativement à l'obligation notée en conformité avec les modalités de l'obligation notée. Une réduction de la notation actuelle de notre dette par les agences de notation, particulièrement un déclassement à une note inférieure à une note de bonne qualité ou une modification défavorable de la perspective de la note, pourrait avoir une incidence défavorable sur nos coûts de financement et notre accès à des sources de liquidités et de capitaux. Nous croyons que nos notes de bonne qualité, alliées à nos efforts de maintien de relations constructives avec les banques, les investisseurs et les agences de notation, continuent de fournir à TELUS un accès raisonnable aux marchés financiers. De plus, les notes peuvent être importantes pour les clients ou les contreparties lorsque nous livrons concurrence sur certains marchés et que nous cherchons à conclure certaines opérations, dont les opérations mettant en jeu des dérivés négociés hors bourse. En date du 31 décembre 2021, TCI était partie à une convention expirant en décembre 2024 avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance associée à une importante banque de l'annexe I aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances pouvant atteindre au maximum 600 millions de dollars. TCI est tenue de maintenir une notation de DBRS Ltd. (« DBRS ») d'au moins BB, sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger qu'il soit mis fin au programme de vente.

Les agences de notation évaluent régulièrement TELUS et TCI, et leurs notes accordées à notre dette à long terme et à court terme se fondent sur un certain nombre de facteurs, y compris notre santé financière, ainsi que des facteurs qui échappent quelque peu à notre volonté, y compris les conditions touchant l'industrie des

télécommunications en général et la situation générale de l'économie. Les notes de la société sont présentées dans le tableau ci-après. Les notes ne sont pas des recommandations quant à l'achat, la détention ou la vente de titres et ne commentent pas le cours ou l'opportunité d'un titre spécifique pour un investisseur en particulier. En outre, les variations réelles ou anticipées de la note attribuée à un titre auront généralement une incidence sur la valeur marchande de ce titre. Rien ne garantit qu'une note restera en vigueur au cours d'une période donnée ou qu'elle ne sera pas ultérieurement révisée ou retirée entièrement par l'agence de notation.

Sommaire de la notation du crédit	DBRS Ltd.	Standard & Poor's Rating Services	Moody's Investor Services	Fitch Ratings
TELUS Corporation				
Billets	BBB (haut)	BBB+	Baa1	BBB+
Papier commercial	R-2 (haut)	A-2	P-2	–
TELUS Communications Inc.				
Déventures	BBB (haut)	BBB+	–	BBB+

Agence	Évaluation
DBRS	<p>L'échelle d'évaluation à long terme de DBRS fournit une opinion quant au risque de crédit, soit le risque que l'émetteur omettra de respecter ses obligations financières conformément aux modalités selon lesquelles la créance a été émise. Les notes se fondent sur des facteurs quantitatifs et qualitatifs pertinents à l'émetteur et à l'évaluation relative des créances. Toutes les catégories de note, sauf « AAA » et « D », contiennent aussi des sous-catégories « (haut) » et « (bas) ». L'absence d'un indicateur « (haut) » ou « (bas) » indique que la note se situe dans la moyenne de la catégorie.</p> <p>La note « BBB » indique une qualité de crédit adéquate. La capacité de remboursement des obligations financières est jugée acceptable, mais elle peut être vulnérable aux événements futurs.</p> <p>Les tendances de notation de DBRS fournissent des indications quant à l'avis concernant la perspective d'une note. Les tendances de notation indiquent l'évolution que devrait connaître une note si les circonstances ne changent pas, sauf si des mesures sont prises pour corriger la situation. Une tendance positive ou négative indique qu'il existe une plus grande probabilité que la note change dans le futur que si une tendance stable est attribuée. L'attribution d'une tendance positive ou négative est habituellement réglée au cours d'une période de douze mois.</p>
S&P	<p>Une note de S&P accordée à une émission est une opinion de nature prospective concernant la solvabilité d'un débiteur relativement à une obligation financière particulière, à une catégorie particulière d'obligations financières ou à un programme financier particulier (y compris des notes accordées aux programmes de billets à moyen terme et aux programmes de papier commercial). Elle prend en considération la solvabilité des cautions, des assureurs ou autres formes de rehaussement du crédit à l'égard de l'obligation et tient compte de la monnaie dans laquelle est libellée l'obligation. L'opinion reflète ce que S&P estime être la capacité du débiteur et sa disposition à remplir ses engagements financiers à mesure qu'ils deviennent exigibles et peut évaluer certaines modalités, dont les garanties additionnelles et la subordination, qui peuvent avoir une incidence sur le paiement final en cas de défaut.</p> <p>Une obligation qui a reçu la note « BBB » démontre des paramètres de protection adéquats. Toutefois, une situation économique défavorable ou l'évolution des circonstances sont plus susceptibles de se traduire par une capacité amoindrie du débiteur à respecter son engagement financier à l'égard de l'obligation.</p> <p>Les notes « AA » à « CCC » peuvent être modifiées par l'ajout d'un indicateur (+) ou (-) pour indiquer la position relative de la note dans les principales catégories.</p> <p>Une perspective de S&P indique le point de vue sur l'orientation éventuelle de la note du crédit à long terme pendant une durée à moyen terme (généralement de six mois à deux ans). Une perspective positive indique la possibilité qu'une note soit haussée, et une perspective négative indique la possibilité qu'une note soit abaissée. Une perspective stable est attribuée lorsque les notes ne sont pas susceptibles d'être modifiées, et une perspective « en développement » est attribuée lorsqu'une note pourrait être haussée ou abaissée.</p>

Agence	Évaluation
Moody's	<p>Les notes à long terme sont attribuées par Moody's aux émetteurs ou aux obligations dont la durée initiale est de un an et plus, et tiennent compte à la fois de la probabilité d'un défaut à l'égard des paiements d'une obligation contractuelle et de la perte financière qui serait subie en cas de défaut.</p> <p>Les obligations ayant reçu la note « Baa » sont considérées comme des obligations de qualité intermédiaire et assujetties à un risque de crédit modéré. Elles peuvent ainsi posséder certaines caractéristiques spéculatives.</p> <p>Moody's attribue des indicateurs numériques 1, 2 et 3 à chaque catégorie d'évaluation générique, de « Aa » à « Caa ». L'indicateur 1 désigne un classement dans la partie supérieure de la catégorie d'évaluation générique, l'indicateur 2 désigne un rang intermédiaire et l'indicateur 3 désigne un classement dans la partie inférieure de cette catégorie d'évaluation générique.</p> <p>La perspective est une opinion de Moody's concernant la fluctuation probable d'une note à moyen terme. Une perspective « stable » indique qu'il est peu probable que la note fluctue à moyen terme. Par contre, une perspective « négative », « positive » ou « en développement » signale qu'il est très probable que la note change à moyen terme.</p>
Fitch	<p>Dans un certain nombre de secteurs d'activité, les entités notées, y compris les sociétés financières et non financières, les entités souveraines et les compagnies d'assurances, reçoivent généralement une note de défaut émetteur (« NDE »). Les NDE expriment la vulnérabilité relative d'une entité au non-respect de ses obligations financières. Le risque de défaut « critique » dont il est tenu compte dans la NDE correspond généralement aux obligations financières dont le non-paiement serait le plus représentatif du manquement auquel cette entité n'a pas remédié. Ainsi, les NDE tiennent également compte de la vulnérabilité relative de l'entité à une faillite, à une mise sous séquestre ou à d'autres concepts similaires, bien que l'agence reconnaisse que les émetteurs peuvent avoir recours de manière préventive à ces mécanismes et qu'elles peuvent alors s'en prévaloir volontairement. Dans l'ensemble, les NDE fournissent un classement ordinal des émetteurs fondé sur l'évaluation faite par l'agence de leur vulnérabilité relative à la défaillance plutôt que sur la projection d'un pourcentage donné de probabilité de défaut.</p> <p>La note « BBB » indique que les attentes en ce qui a trait au risque de défaillance sont actuellement faibles. La capacité de paiement des engagements financiers est jugée adéquate, mais les conditions commerciales ou économiques défavorables sont plus susceptibles de nuire à cette capacité.</p> <p>Les notes peuvent être modifiées par l'ajout d'un indicateur (+) ou (-) pour donner la position relative de la note au sein des catégories d'évaluation principales. Ces indicateurs ne sont pas ajoutés à la catégorie NDE à long terme « AAA » ou à une catégorie NDE à long terme inférieure à « B ». Les notes peuvent également se voir attribuer la mention « Watch » (sous surveillance) ou « Outlook » (perspective), laquelle peut indiquer l'orientation du profil de crédit.</p> <p>La perspective de notation de Fitch indique un avis sur l'évolution que devrait connaître une note sur une période de un à deux ans. Une perspective de notation positive indique une tendance à la hausse sur l'échelle de notation, et une perspective de notation négative indique une tendance à la baisse sur l'échelle de notation. Les notes comportant une mention de perspective stable peuvent être haussées ou abaissées sans révision préalable de la perspective. Lorsque la tendance comporte à la fois des éléments positifs et négatifs conflictuels, la perspective peut être décrite comme évolutive.</p>

Au 10 février 2022, les notations de crédit de TELUS Corporation ont reçu, respectivement, la mention de perspective « stable » de la part de Fitch et de tendance ou perspective « négative » de la part de DBRS, Moody's et S&P. Au cours des deux dernières années, suivant une pratique répandue, chacune des agences de notation ci-dessus a imputé des frais à TELUS pour ses services de notation, qui comprennent, entre autres, des frais annuels de surveillance de nos titres de créance à long terme et à court terme en circulation, en plus des frais de notation non récurrents imputés à l'émission initiale de titres de créance. Nous nous attendons raisonnablement à continuer d'engager de tels frais dans l'avenir pour les services de notation.

8. MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

8.1 Cours et volume

Les actions ordinaires de TELUS sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole « T » et à la cote de la Bourse de New York sous le symbole « TU ». Le cours et le volume des actions pour chaque mois de 2021 sont présentés ci-après.

Mois	Bourse de Toronto – Actions ordinaires		
	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Janvier	27,04	25,14	57 673 506
Février	27,54	25,33	76 913 480
Mars	27,28	24,93	111 225 622
Avril	26,08	25,12	46 977 174
Mai	27,39	25,36	53 745 182
Juin	28,14	27,20	51 980 750
Juillet	28,30	27,39	34 266 494
Août	29,39	27,77	37 577 032
Septembre	29,99	27,75	52 359 344
Octobre	28,50	27,34	33 198 561
Novembre	29,72	28,16	49 736 081
Décembre	30,04	28,79	52 598 797

Mois	Bourse de New York – Actions ordinaires		
	Haut (\$ US)	Bas (\$ US)	Volume
Janvier	21,27	19,76	22 370 195
Février	21,62	20,13	34 888 547
Mars	21,85	19,74	43 164 201
Avril	20,98	19,98	23 850 263
Mai	22,65	20,59	22 145 944
Juin	23,28	22,17	20 598 569
Juillet	22,63	21,48	19 017 911
Août	23,28	22,02	20 025 250
Septembre	23,67	21,80	26 520 330
Octobre	23,10	21,76	16 529 852
Novembre	23,66	22,61	19 012 914
Décembre	23,73	22,48	20 201 288

8.2 Ventes antérieures

En 2021, nous avons réalisé deux placements de titres de créance d'une valeur de 750 millions de dollars et de 500 millions de dollars. Ces placements ont réduit le coût moyen pondéré de notre dette à long terme, le faisant passer de 3,80 pour cent à 3,72 pour cent, et ont fait passer notre durée à l'échéance moyenne de 12,2 années à 12,5 années, ce qui reflète notre souplesse constante dans la gestion et la croissance de notre entreprise.

Se reporter à la *note 26 b) Billets de TELUS Corporation* des états financiers consolidés audités de fin d'exercice 2021 de TELUS Corporation pour plus de précisions sur nos placements de titres de créance antérieurs.

De plus, dans le cours normal des affaires, la société a la capacité d'émettre du papier commercial dont l'échéance est inférieure à 12 mois. Au 31 décembre 2021, la société avait un encours de papier commercial de 1,9 milliard de dollars, entièrement libellé en dollars américains (1,5 milliard de dollars américains).

9. ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA DIRECTION

9.1 Nom, occupation et titres détenus

Administrateurs

Le nom, la ville de résidence et les fonctions principales des administrateurs de TELUS au 10 février 2022, ainsi que la date de leur entrée en fonction à ce titre et leur participation aux comités sont indiqués ci-après. Actuellement, le conseil compte 14 administrateurs. Chacun d'eux a été élu lors de l'assemblée générale annuelle de TELUS le 7 mai 2021. Le mandat de chaque administrateur prend fin immédiatement avant l'élection des administrateurs à la prochaine assemblée générale annuelle, le 6 mai 2022. La candidature de chaque administrateur a toutefois été soumise aux fins de sa réélection à la prochaine assemblée générale annuelle.

Administrateurs de TELUS (Nom et ville de résidence)	Administrateur depuis	Fonctions principales
R.H. (Dick) Auchinleck Victoria (Colombie-Britannique)	2003	Président du conseil, TELUS Corporation
Raymond T. Chan ^{2, 4} – président Vancouver (Colombie-Britannique)	2013	Administrateur de sociétés
Hazel Claxton ¹ Toronto (Ontario)	2021	Administratrice de sociétés

Administrateurs de TELUS (Nom et ville de résidence)	Administrateur depuis	Fonctions principales
Lisa de Wilde ^{3 – présidente, 4} Toronto (Ontario)	2015	Bell Média, professeure en gestion des médias à la Schulich School of Business de l'Université York
Darren Entwistle Vancouver (Colombie-Britannique)	2000	Président et chef de la direction, TELUS Corporation
Thomas E. Flynn ¹ Toronto (Ontario)	2020	Administrateur de sociétés
Mary Jo Haddad ^{2 – présidente, 3} Niagara-on-the-Lake (Ontario)	2014	Fondatrice et présidente, MJH & Associates (services de conseils en leadership stratégique et en soins de santé)
Kathy Kinloch ^{2, 3} Vancouver (Colombie-Britannique)	2017	Présidente, British Columbia Institute of Technology
Christine Magee ^{2, 4} Toronto (Ontario)	2018	Cofondatrice et présidente du conseil, Sleep Country Canada
John Manley ^{2, 3} Ottawa (Ontario)	2012	Conseiller d'affaires principal, Bennett Jones LLP
David Mowat ^{1 – président} Vancouver (Colombie-Britannique)	2016	Administrateur de sociétés
Marc Parent ^{2, 4} Montréal (Québec)	2017	Président et chef de la direction, CAE Inc.
Denise Pickett ^{1, 3} Toronto (Ontario)	2018	Présidente du groupe des services mondiaux, American Express
W. Sean Willy ¹ Saskatoon (Saskatchewan)	2021	Président et chef de la direction de Des Nedhe Development, l'entité de développement économique de la Première Nation English River

1 Membre du comité d'audit

2 Membre du comité des ressources humaines et de la rémunération

3 Membre du comité de gouvernance

4 Membre du comité de retraite

Tous les administrateurs de TELUS ont occupé les fonctions principales mentionnées précédemment ou un poste de haute direction auprès de la même société ou entreprise, de membres du même groupe ou de sociétés ou d'entreprises remplacées, au cours des cinq dernières années, à l'exception des candidats suivants : David Mowat a été président et chef de la direction d'ATB Financial de juin 2007 à juin 2018; Ray Chan a été président du conseil de Baytex Energy Corp. de 2014 à 2018 et administrateur indépendant principal de 2018 à 2019; John Manley a été président et chef de la direction du Conseil canadien des affaires de 2010 à 2018; Lisa de Wilde a été chef de la direction de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO) de 2005 à 2019; et Thomas Flynn a été chef des finances de BMO Groupe financier de mars 2011 à décembre 2020. Hazel Claxton a été vice-présidente à la direction et chef des ressources humaines chez Morneau Shepell Inc. de 2013 à 2018. W. Sean Willy a été directeur de la responsabilité de l'entreprise chez Cameco Corporation de 2010 à 2016.

Membres de la haute direction

Le nom, la ville de résidence ainsi que le poste et les fonctions principales des membres de la haute direction de TELUS en date du 10 février 2022 sont indiqués ci-après.

Membre de la haute direction de TELUS

(Nom et ville de résidence)

Poste auprès de TELUS

Darren Entwistle Vancouver (Colombie-Britannique)	Président et chef de la direction
Doug French Whitby (Ontario)	Vice-président à la direction et chef des services financiers
Navin Arora Calgary (Alberta)	Vice-président à la direction, TELUS Solutions d'affaires
Tony Geheran Vancouver (Colombie-Britannique)	Vice-président à la direction et chef des services aux clients
Stephen Lewis Vancouver (Colombie-Britannique)	Premier vice-président et trésorier
Zainul Mawji Edmonton (Alberta)	Vice-présidente à la direction, Solutions résidentielles
Sandy McIntosh Toronto (Ontario)	Vice-présidente à la direction, Personnes et culture, et chef des Ressources humaines
Jim Senko Toronto (Ontario)	Vice-président à la direction, Solutions mobiles
Andrea Wood Toronto (Ontario)	Chef des services juridiques et de la gouvernance

Tous les membres de la haute direction de TELUS exercent leurs fonctions ou ont exercé d'autres fonctions au sein de la société depuis au moins cinq ans.

Actions de TELUS détenues par des administrateurs et des membres de la haute direction

Au 8 février 2022, les administrateurs et les membres de la haute direction de TELUS, en tant que groupe, étaient les propriétaires réels, directement ou indirectement, de 1 191 855 actions ordinaires, ce qui représentait environ 0,09 pour cent des actions ordinaires en circulation, ou exerçaient un contrôle ou une emprise sur de telles actions.

9.2 Interdiction d'opérations sur valeurs, faillites, pénalités et sanctions

Pour la période de 10 ans terminée le 10 février 2022, nous n'avons connaissance d'aucun cas où un administrateur ou un dirigeant actuel de TELUS a été administrateur ou dirigeant de tout autre émetteur qui, alors que cet administrateur ou ce dirigeant était en fonction, ou dans l'année suivant la fin des fonctions de cette personne à ce titre, a fait faillite ou a fait une proposition en vertu de quelque loi en matière de faillite ou d'insolvabilité ou a fait l'objet de poursuites en justice ou en a entamées, a conclu des arrangements ou des concordats avec des créanciers ou a eu un séquestre, un administrateur séquestre ou un syndic assigné pour détenir ses biens.

Pour la période de 10 ans terminée le 10 février 2022, nous n'avons connaissance d'aucun cas où un administrateur ou un dirigeant actuel de TELUS a été administrateur, chef de la direction ou chef des finances de tout autre émetteur qui, alors que cet administrateur ou ce dirigeant était en fonction, a fait l'objet d'une interdiction d'effectuer une opération sur valeurs, d'une interdiction semblable à une interdiction d'effectuer une opération sur valeurs ou d'une interdiction empêchant la société d'obtenir une dispense en vertu des lois sur les valeurs mobilières, interdiction qui a été en vigueur pour une période de plus de 30 jours consécutifs, (dans chaque cas, une « interdiction ») ou a été visé par pareille interdiction après que l'administrateur ou dirigeant eut cessé d'être administrateur, chef de la direction ou chef des finances en raison d'un événement survenu pendant que cette personne était en fonction.

10. POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI

Les poursuites sont décrites à la *rubrique 10.17, Litiges et questions d'ordre juridique* du rapport de gestion annuel 2021 et à la *note 29 a) Réclamations et poursuites* des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

De temps à autre, dans le cours normal des affaires, la société et ses filiales se voient imposer des droits ou des amendes par des autorités en valeurs mobilières relativement à des questions d'ordre administratif, notamment des dépôts ou des déclarations en retard, qui peuvent être considérés comme des pénalités ou des sanctions conformément à la réglementation canadienne en valeurs mobilières, mais qui sont, individuellement ou globalement, négligeables pour la société. En outre, la société et ses filiales sont assujetties à de nombreuses autorités en valeurs mobilières partout dans le monde et les frais, les pénalités administratives, les ententes de règlement et les sanctions peuvent être classées de façon différente par chaque organisme de réglementation. Toutefois, au cours du dernier exercice, la société n'a pas connaissance d'avoir fait l'objet i) d'une amende ou sanction infligée par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières; ii) d'une amende ou sanction infligée par un tribunal ou un organisme de réglementation et qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision d'investissement; ou iii) d'un règlement amiable conclu par nous devant un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou avec une autorité en valeurs mobilières.

11. MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

À notre connaissance, il n'y avait aucun administrateur, ni aucun membre de la haute direction, ni aucune personne ayant des liens avec eux ou faisant partie du même groupe qu'eux qui avait des intérêts importants dans une opération survenue au cours des trois derniers exercices ou au cours de l'exercice courant qui a eu un effet important sur nous ou qui pourrait raisonnablement avoir un effet important sur nous.

12. AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Notre agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres est la Société de fiducie Computershare du Canada. Computershare conserve les registres de la société au 800, 324 - 8th Avenue SW, Calgary (Alberta) T2P 2Z3.

13. CONTRATS IMPORTANTS

TCI était partie à une convention triennale (échéant le 31 décembre 2024) avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un maximum de 600 millions de dollars. TCI est tenue de conserver la note que lui attribue DBRS Ltd. à au moins BB, sans quoi la fiducie de titrisation peut exiger qu'il soit mis fin au programme de vente. La note exigée a été dépassée pendant la durée de la convention.

TELUS a conclu avec un consortium d'institutions financières une facilité de crédit non garantie de cinq ans (la « facilité de crédit de 2018 »). Le 1^{er} avril 2021, une deuxième convention de modification a été conclue aux termes de laquelle la date d'échéance est passée de mai 2023 à avril 2026 et le montant de la facilité est passé de 2,25 milliards de dollars à 2,75 milliards de dollars. La facilité de crédit de 2018 peut être utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial.

En 2021, TELUS a également conclu des contrats importants dans le cadre des financements suivants :

- Le 5 avril 2021, TELUS a émis des billets à 4,10 % de série CAE échéant le 5 avril 2051 d'un capital global de 500 millions de dollars.
- Le 28 juin 2021, TELUS a émis des billets liés à la durabilité à 2,85 % de série CAF échéant le 13 novembre 2031 d'un capital global de 750 millions de dollars.

L'acte de fiducie et l'acte complémentaire applicables concernant ces billets ont été déposés sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov. Les modalités de l'acte de fiducie sont décrites dans notre prospectus simplifié préalable de base définitif daté du 25 mai 2021 déposé sur SEDAR. Les modalités des divers billets émis en 2021 et de l'acte complémentaire applicable sont celles décrites dans les suppléments de prospectus datés du 29 mars et du 21 juin 2021 déposés sur SEDAR. Le prospectus préalable de base daté du 25 mai 2021 a été déposé en tant que partie intégrante d'une déclaration d'inscription suivant le formulaire F-10 déposée auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (numéro de dossier à la Commission : 333-256124).

14. INTÉRÊTS DES EXPERTS

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., comptables professionnels agréés, est l'auditeur de la société et est indépendant de la société au sens des règles de déontologie des Chartered Professional Accountants de la Colombie-Britannique.

15. COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit de la société appuie le conseil dans ses fonctions de surveillance de l'intégrité de notre information comptable et financière, des contrôles internes et des contrôles de divulgation de l'information de la société, de la conformité de la société avec les exigences juridiques et réglementaires, de l'application du code de déontologie de la société, du dépôt en temps voulu de l'information requise auprès des autorités de réglementation, de l'indépendance et du rendement de nos auditeurs externes et internes, de la gestion de nos risques, de notre solvabilité, de nos plans à l'égard de notre trésorerie, de notre politique financière et de la procédure suivie à l'égard des dénonciations et des plaintes que nous recevons. Un exemplaire du mandat du comité d'audit est joint à l'annexe A de la présente notice annuelle.

Le comité d'audit est actuellement composé des personnes suivantes : David Mowat (président), Hazel Claxton, Tom Flynn, Denise Pickett et W. Sean Willy. Chaque membre du comité d'audit est indépendant et possède des compétences financières, selon la définition de ces termes dans le Règlement 52-110 sur le comité d'audit, et le conseil a établi que David Mowat est un expert financier répondant aux besoins d'un comité d'audit et qu'il possède l'expertise comptable ou liée à la gestion financière nécessaire. Le texte qui suit présente la formation et l'expérience des membres du comité d'audit de TELUS utiles à l'exercice de leurs fonctions au sein du comité.

David Mowat est président du comité d'audit. Il a été président et chef de la direction d'ATB Financial de juin 2007 à juin 2018. Auparavant, il a été chef de la direction de la Vancouver City Savings Credit Union, de 2000 à 2007. En 2015, il a été nommé président du comité d'examen du régime de redevances de l'Alberta (Alberta Royalty Review panel). Il siège actuellement au conseil d'administration de Banque Laurentienne Groupe Financier. David est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université de la Colombie-Britannique et il a reçu l'accréditation IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés. En 2015, il a reçu un baccalauréat honorifique en administration des affaires du Southern Alberta Institute of Technology et en 2017, un doctorat honorifique en droit de l'Université de l'Alberta.

Hazel Claxton a été vice-présidente à la direction et chef des ressources humaines chez Morneau Shepell Inc. de 2013 à 2018. Auparavant, Hazel a travaillé pendant 29 ans chez PwC Canada, y occupant plusieurs rôles de direction, dont celui de membre du groupe de direction national canadien, directrice du capital humain et associée au sein du groupe de restructuration et de conseils aux entreprises, secteur dans lequel elle a exercé ses activités pendant plus de 20 ans. Hazel siège actuellement aux conseils de University Pension Plan Ontario, de Unity Health Toronto et de l'Université Queen's, où elle est vice-présidente du conseil. Auparavant, elle a siégé aux conseils de l'hôpital St. Michael's et du Shaw Festival Theatre. Hazel est titulaire d'un baccalauréat en commerce (avec distinction) de l'Université Queen's, et elle a reçu l'accréditation IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés. Elle est également comptable professionnelle agréée.

Tom Flynn a été vice-président du conseil de BMO Groupe financier. Avant 2021, il était membre de la haute direction et a été chef des finances de la Banque de Montréal de 2011 à 2020 et chef – Gestion globale des risques de 2008 à 2011. Avant d'occuper ces postes, il a occupé d'autres postes de direction, dont ceux de vice-président à la direction, Finances et trésorier et de chef des services financiers, Investissements et services aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux. Tom est président du conseil du Sunnybrook Health Sciences Centre et a été président du conseil du Holland Bloorview Kids Rehabilitation Hospital et de Symcor Inc. Il est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'un baccalauréat ès arts (avec distinction) en administration des affaires de la Ivey School of Business de l'Université Western et détient les titres de comptable professionnel agréé et de comptable agréé et est Fellow de Comptables professionnels agréés de l'Ontario.

Denise Pickett est présidente, groupe des services mondiaux, d'American Express depuis septembre 2019. De 1992 à aujourd'hui, elle a gravi les échelons au sein d'American Express. Elle a été directrice nationale d'American Express Canada, et présidente et chef de la direction de la Banque Amex du Canada. Denise a ensuite déménagé aux États-Unis, où elle a occupé jusqu'à tout récemment le poste de présidente d'American Express OPEN, la division des petites entreprises, puis celui de présidente des services aux consommateurs aux États-Unis et, tout dernièrement, celui de chef de la gestion des risques d'American Express. Denise est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires spécialisée en marketing de la Schulich School of Business de l'Université York ainsi que d'un baccalauréat ès sciences (avec distinction) de l'Université de Toronto.

W. Sean Willy est président et chef de la direction de Des Nedhe Development, l'entité de développement économique de la Première Nation English River, qui comprend un vaste portefeuille d'entreprises et d'investissements allant de la construction et l'extraction minière aux ventes de détail et aux communications, rôle qu'il occupe depuis août 2017. Auparavant, il était vice-président de Des Nedhe Development depuis juin 2016. De 2010 à 2016, Sean a été directeur de la responsabilité de l'entreprise chez Cameco Corporation, un producteur d'uranium coté en bourse. Sean est un homme d'affaires chevronné qui compte plus de 25 années d'expérience en création, en développement et en direction de pratiques inclusives dans le secteur des ressources naturelles et en création de possibilités pour les communautés autochtones. Au cours de sa carrière, Sean a développé et mis en œuvre des stratégies de responsabilité sociale de la société progressives et novatrices en termes de valeur ajoutée et d'inclusion des peuples autochtones pour deux importantes sociétés de ressources, Rio Tinto et Cameco Corporation. Sean a toujours travaillé pour faire en sorte que les peuples autochtones soient considérés des partenaires à part entière dans des relations à long terme, ce qui lui a permis de former des partenariats en Australie, aux États-Unis et partout au Canada. Il est actuellement membre du comité de l'Initiative d'innovation pour la construction de logements dans les communautés autochtones du gouvernement du Canada. Dans le passé, il a été président du comité des affaires autochtones de l'Association minière du Canada, co-président du Conseil canadien pour le commerce autochtone, président du conseil de la Northern Career Quest, qui a été couronnée de succès, et membre du conseil de Indigenous Works. Sean est titulaire d'un baccalauréat en commerce de la Edwards School of Business de l'Université de la Saskatchewan.

Services d'audit, services reliés à l'audit et services non reliés à l'audit

Le comité d'audit de TELUS doit préalablement approuver toute demande de services d'audit qui ne sont pas interdits, de services reliés à l'audit et de services non reliés à l'audit, que l'auditeur externe de TELUS et les sociétés membres de son groupe fournissent à TELUS. À ces fins, nous avons mis en œuvre une procédure selon laquelle toute demande de services faisant appel à l'auditeur externe est acheminée au vice-président, Gestion des risques et auditeur en chef afin qu'il confirme que les services demandés constituent des services non interdits et qu'il vérifie l'existence de motifs commerciaux convaincants à l'appui de la demande. Si la demande est acceptée, elle est alors transmise au chef des services financiers pour un examen supplémentaire. Dans l'attente de la confirmation du chef des services financiers, la demande est acheminée au comité d'audit afin qu'il en fasse l'étude et l'analyse et qu'il y donne son autorisation au préalable ou qu'il la rejette à l'occasion de sa prochaine réunion trimestrielle prévue. Si la demande est urgente, elle est transmise au président du comité d'audit afin qu'il en fasse l'étude et l'analyse et qu'il y donne son autorisation au préalable ou qu'il la rejette au nom du comité d'audit (l'ensemble du comité devant réexaminer cette décision lors de la prochaine réunion trimestrielle prévue). Pendant l'année, le comité d'audit contrôle l'état des dépenses réelles par rapport à celles qui ont été approuvées pour chacune des demandes qui ont été autorisées.

Le tableau qui suit présente un résumé de la facturation établie par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (« Deloitte ») à titre d'auditeur externe de TELUS pour chacun des exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

Type de services fournis	Exercice clos le 31 décembre 2021		Exercice clos le 31 décembre 2020	
	en millions de \$	%	en millions de \$	%
Audit ¹	2,810	25,8	2,415	27,2
Services liés à l'audit ²	6,869	63,2	5,810	65,4
Services fiscaux ³	0,834	7,7	0,405	4,6
Tous les autres services ⁴	0,359	3,3	0,247	2,8
Total	10,871	100,0	8,877	100,0

1 Comprend les honoraires des services rendus par Deloitte qui concernent l'audit et l'examen de nos états financiers.

2 Comprend les honoraires liés aux audits relatifs à nos dépôts réglementaires et prévus par la loi, aux audits et aux examens de filiales, y compris ceux de TELUS International, aux audits relatifs aux régimes de retraite, aux examens exigés par les clients et aux services de traduction rendus par Deloitte relativement à l'audit ou à l'examen de nos états financiers qui ne font pas partie des honoraires d'audit.

3 Se rapporte aux honoraires liés à la conformité fiscale, à l'obtention de conseils en matière de fiscalité et à la planification fiscale.

4 Comprend les honoraires des services rendus par Deloitte qui ne sont pas rendus à l'occasion de l'audit ou de l'examen de nos états financiers, comme l'évaluation de l'efficacité du conseil, le contrôle diligent en matière de fusions et acquisitions, les services-conseils relatifs à la création de fonds d'investissement privés et d'autres procédures prévues.

16. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Des renseignements supplémentaires concernant TELUS peuvent être obtenus sur SEDAR, à l'adresse sedar.com et sur EDGAR, à l'adresse sec.gov. La circulaire d'information de TELUS relativement à l'assemblée annuelle qui se tiendra le 6 mai 2022 renfermera des informations supplémentaires portant notamment sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants et les titres autorisés en vue de leur émission aux termes de plans d'avantages sur capitaux propres. Les états financiers consolidés de la société et le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 renferment des informations financières supplémentaires. Il est également possible d'obtenir tous les renseignements précédents sur le site telus.com. Des renseignements supplémentaires concernant notre filiale TELUS International (Cda) Inc., y compris de l'information sur ses activités et ses résultats, peuvent être obtenus dans ses documents déposés publiquement sur SEDAR, à l'adresse sedar.com et sur EDGAR, à l'adresse sec.gov.

ANNEXE A : MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT

Le conseil a créé un comité d'audit (le « comité ») afin qu'il appuie le conseil dans ses fonctions de surveillance de l'intégrité de l'information comptable et financière de la société, des contrôles internes et des contrôles de divulgation de l'information de la société, de la conformité de la société avec les exigences juridiques et réglementaires, de l'application du code d'éthique et de conduite de la société, du dépôt en temps voulu de l'information requise auprès des autorités de réglementation, de l'indépendance et du rendement des auditeurs externes et internes de la société, du recensement et de la gestion des risques de la société, de la solvabilité de la société, de ses plans à l'égard de sa trésorerie, de sa politique financière et de la procédure suivie à l'égard des dénonciations et des plaintes reçues par la société.

1. MEMBRES

- 1.1 Le comité sera composé d'au moins trois membres, dont le président du comité. Le conseil, à la recommandation du comité de gouvernance, nommera et révoquera les membres du comité aux termes d'un vote majoritaire. Les membres siégeront au comité au gré du conseil.
- 1.2 Le conseil, à la recommandation du comité de gouvernance, nommera le président du comité à partir des membres du comité et aux termes d'un vote majoritaire. Le président du comité restera en poste au gré du conseil.
- 1.3 Tous les membres du comité seront des administrateurs indépendants.
- 1.4 Tous les membres du comité auront des compétences financières, selon la définition de ce terme dans les lois sur les valeurs mobilières applicables et dans les normes des marchés boursiers sur lesquels les titres de la société sont inscrits.
- 1.5 Au moins un membre du comité sera un expert financier du comité d'audit et au moins un membre du comité possédera une expertise comptable ou liée à la gestion financière, selon la définition de ces termes dans les lois sur les valeurs mobilières applicables.

2. RÉUNIONS

- 2.1 Le comité tiendra au moins une réunion par trimestre et selon un autre horaire si cela est nécessaire. Tout membre du comité peut convoquer des réunions du comité.
- 2.2 Tous les administrateurs, y compris ceux qui sont membres de la direction, peuvent assister aux réunions du comité à condition que, toutefois, aucun d'eux n'ait le droit de voter à de telles réunions et qu'il ne soit pas inclus au quorum du comité s'il n'est pas membre du comité.
- 2.3 Malgré l'article 2.2 qui précède, le comité tiendra, à chaque réunion régulière, une session à huis clos avec les auditeurs externes et une session distincte avec les auditeurs internes, et une session à huis clos, sans la présence de la direction ou des directeurs généraux. Le comité peut cependant, s'il le juge approprié, tenir des sessions à huis clos en présence des membres de la direction.
- 2.4 Le chef de la gouvernance ou la personne désignée pour le remplacer agira à titre de secrétaire du comité.
- 2.5 Le comité présentera des rapports au conseil sur ses réunions et chaque membre du conseil pourra consulter les procès-verbaux et autres documents des réunions du comité, que l'administrateur soit membre ou non du comité.
- 2.6 Les auditeurs externes de la société seront avisés de chaque réunion du comité et peuvent convoquer une réunion du comité en avisant le président du comité d'une telle demande.

3. QUORUM

Le quorum nécessaire pour la marche des affaires aux réunions du comité sera la majorité des membres du comité. Le quorum, une fois établi, le restera, même si des membres du comité quittent la réunion avant la fin.

4. TÂCHES

Par les présentes, le conseil délègue au comité les tâches suivantes à exécuter pour le conseil et en son nom :

4.1 Information financière

Avant la divulgation de l'information au public, le comité examinera les documents suivants et fera des recommandations au conseil et, le cas échéant, aux conseils des filiales de la société qui sont des émetteurs assujettis, à des fins d'approbation :

- a) les états financiers annuels consolidés et audités ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés et non audités de la société et ceux de ses filiales qui sont des émetteurs assujettis, selon la définition qu'en donnent les lois sur les valeurs mobilières applicables;
- b) les rapports de gestion annuels et intermédiaires sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société et ceux de ses filiales qui sont des émetteurs assujettis, selon la définition qu'en donnent les lois sur les valeurs mobilières applicables;
- c) les communiqués et les indications sur les bénéficiaires, le cas échéant;

- d) tous les autres documents financiers importants de divulgation de l'information de la société et ceux de ses filiales qui sont des émetteurs assujettis, y compris les prospectus, les communiqués comportant des résultats financiers et la notice annuelle.

4.2 Auditeurs externes

Les auditeurs externes font rapport directement au comité et le comité voit aux tâches suivantes :

- a) nommer les auditeurs externes, sous réserve de l'approbation des actionnaires, et fixer leur rémunération;
- b) procéder à un examen annuel des auditeurs externes;
- c) superviser le travail des auditeurs externes, examiner et approuver leur plan d'audit annuel, y compris la portée de l'audit qui sera effectué et le degré de coordination entre les plans des auditeurs externes et internes;
- d) engager des discussions avec les auditeurs internes, les auditeurs externes et la direction sur la pertinence et l'efficacité des contrôles de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de la communication de l'information financière de la société et obtenir des recommandations pour l'amélioration de ces contrôles ou de certains domaines où de nouveaux contrôles ou des contrôles ou des procédures plus détaillés sont souhaitables. Une attention particulière sera portée à la pertinence des contrôles internes pour prévenir ou découvrir tout paiement, toute opération ou procédure qui pourrait être jugé illégal ou par ailleurs inapproprié;
- e) tenir des réunions, sur une base régulière, avec les auditeurs externes sans la présence de la direction et leur demander de présenter un rapport sur tout désaccord important avec la direction en ce qui a trait à la communication de l'information financière, la résolution de ces désaccords et sur toute restriction imposée par la direction sur la portée et l'étendue des audits effectués par les auditeurs externes;
- f) approuver au préalable tous les services d'audit, les services liés à l'audit et les services non liés à l'audit qui sont fournis à la société ou à une de ses filiales par les auditeurs externes (et les sociétés membres de leur groupe), conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables; le comité peut aussi déléguer à un membre du comité le pouvoir d'approuver au préalable les services d'audit, les services liés à l'audit ou les services non liés à l'audit, à la condition qu'un rapport soit présenté au comité à cet égard à la première réunion prévue du comité suivant cette approbation au préalable;
- g) évaluer chaque année les compétences, l'expérience, les ressources et le rendement dans son ensemble de l'équipe des auditeurs externes et, le cas échéant, recommander au conseil la cessation de leurs fonctions ou la rotation de l'associé en audit responsable;
- h) au moins une fois l'an, obtenir et examiner un rapport des auditeurs externes décrivant : les procédures de contrôle de la qualité interne du cabinet; les questions importantes soulevées par le dernier examen du contrôle de la qualité interne ou par le contrôle du cabinet par des homologues ou par toute enquête gouvernementale ou enquête d'autorités professionnelles au cours des cinq exercices précédents relativement à un ou plusieurs audits indépendants exécutés par le cabinet; les mesures prises pour traiter de ces questions et tous les liens entre les auditeurs externes et la société;
- i) chaque année, ou plus souvent au besoin, évaluer et confirmer l'indépendance, l'objectivité et l'esprit critique des auditeurs externes et exiger de ceux-ci qu'ils fassent parvenir au comité un rapport annuel concernant leur indépendance, rapport devant contenir de l'information concernant toutes les missions (et les frais qui y sont liés) que leur a confiés la société et les liens pouvant avoir un effet sur l'objectivité et l'indépendance des auditeurs externes;
- j) exiger des auditeurs externes qu'ils fassent parvenir au comité une lettre-contrat annuelle;
- k) examiner les lettres postérieures à l'audit et les lettres de recommandations contenant les recommandations des auditeurs externes et la réponse de la direction;
- l) passer en revue les rapports des auditeurs externes;
- m) approuver au préalable l'engagement d'employés ou d'anciens employés des auditeurs actuels ou précédents, conformément aux lois sur les valeurs mobilières et aux politiques de la société qui s'appliquent.

4.3 Auditeurs internes

Les auditeurs internes feront rapport sur le plan fonctionnel au comité et sur le plan administratif, au chef des services financiers de la société. Le comité devra :

- a) examiner et approuver la décision de la direction quant à la nomination de l'auditeur en chef interne, sa cessation d'emploi ou son remplacement;
- b) examiner et étudier les objectifs de rendement annuel, l'évaluation du rendement et le régime de rémunération de l'auditeur en chef interne;
- c) superviser le travail des auditeurs internes, y compris l'examen et l'approbation du plan d'audit interne annuel et des modifications qui y sont apportées;

- d) examiner le rapport des auditeurs internes sur l'état des constatations importantes des auditeurs internes, leurs recommandations et la réponse de la direction et examiner tout autre rapport des auditeurs internes;
- e) passer en revue la portée des responsabilités et de l'efficacité de l'équipe d'audit interne, ses liens hiérarchiques, ses activités, sa structure organisationnelle et ses ressources, son indépendance à l'égard de la direction, ses références professionnelles et sa relation de travail avec les auditeurs externes;
- f) examiner et approuver le mandat d'audit interne et les mises à jour de celui-ci au moins une fois tous les deux ans.

Les auditeurs internes feront leur rapport relativement à leurs activités au comité, sur une base trimestrielle, et auront également un accès direct au président du comité lorsqu'ils le jugeront nécessaire.

4.4 Dénonciations et traitement des plaintes en matière de déontologie et de contrôles internes

Le comité devra s'assurer que la société a mis en place les procédures adéquates :

- a) concernant la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit;
- b) concernant l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat, par les salariés de la société, de préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou d'audit.

Le chef de la direction, le chef des services financiers ou l'auditeur en chef présentera des rapports au comité sur toute fraude, importante ou non, qui engage des membres de la direction ou d'autres salariés ayant un rôle important à jouer dans les contrôles internes de la société, et le comité examinera ces rapports. Si le nom du chef de la direction, du chef des services financiers ou de l'auditeur en chef est mentionné dans une plainte, le directeur de la déontologie s'adressera directement au président du comité.

Le comité passera en revue :

- a) une fois l'an, avec le comité des ressources humaines et de la rémunération, le code d'éthique et de conduite et les modifications importantes s'y rapportant, et fera des recommandations au conseil aux fins d'approbation;
- b) les rapports trimestriels portant sur les violations en matière de déontologie, y compris en ce qui concerne les contrôles internes sur l'information financière ou les cas de fraude impliquant des membres de la direction ou d'autres employés qui jouent un rôle quant aux contrôles internes sur l'information financière de la société.

L'auditeur en chef présentera des rapports au comité sur les résultats des enquêtes sur les dénonciations et sur les plaintes en matière de déontologie et de contrôles internes, et le comité étudiera ces rapports.

4.5 Comptabilité et gestion financière

Le comité examinera :

- a) avec la direction et les auditeurs externes, les principales méthodes comptables de la société, y compris l'effet de méthodes comptables et des estimations, des risques et des jugements de rechange clés qui pourraient avoir un effet important sur les résultats financiers et s'ils doivent ou non être intégrés dans le rapport de gestion;
- b) les nouvelles questions comptables et l'effet qu'elles peuvent avoir sur la communication de l'information financière de la société;
- c) les jugements, les hypothèses et les estimations d'importance présentés par la direction dans la préparation des états financiers;
- d) l'évaluation par les auditeurs internes ou externes des systèmes de contrôles internes de la direction et la réponse de la direction aux faiblesses relevées;
- e) l'évaluation effectuée par la direction de la pertinence et de l'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles de divulgation de l'information et des contrôles internes de la société en ce qui a trait à la communication de l'information financière;
- f) les audits se rapportant aux observations de la direction sur l'efficacité et le rendement de projets, de processus, de programmes ou de services déterminés;
- g) l'approche de la direction pour la sauvegarde des biens, des données et des systèmes d'information de la société, la pertinence de la dotation à l'égard des fonctions financières clés et leurs projets d'amélioration;
- h) les études effectuées de manière provisoire à l'interne et celles qui sont effectuées après la réalisation des grands projets d'investissement de capitaux.

4.6 Solvabilité, plans à l'égard de la trésorerie et politique financière

Le comité, avec la direction, examinera :

- a) les politiques financières de la société et la conformité avec de telles politiques;
- b) la solvabilité de la société;
- c) la liquidité de la société;
- d) d'importantes questions en matière de trésorerie, y compris les plans financiers.

4.7 Questions juridiques et réglementaires

Le comité examinera :

- a) avec la direction, les auditeurs externes et les conseillers juridiques, tout litige, toute réclamation ou toute autre éventualité, y compris les avis de cotisation, qui pourrait avoir un effet important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la société;
- b) une fois l'an, les liens de la direction avec les autorités de réglementation et sa conformité avec leurs exigences ainsi que l'exactitude des dépôts de l'information requise auprès des autorités de réglementation, et ce, en temps voulu;
- c) les rapports trimestriels provenant du chef de la gouvernance sur le respect des lois et des règlements;
- d) les rapports trimestriels du vice-président et chef des données et du Bureau des relations de confiance (« chef du Bureau la conformité ») portant sur les activités liées à la conformité avec les lois et les règlements et la protection de la vie privée;
- e) la politique de lutte contre la corruption et recommandera toute modification importante à y apporter au conseil aux fins d'approbation.

4.8 Gestion des risques

Le comité :

- a) examinera les rapports relatifs à l'évaluation annuelle des risques de la société et les mises à jour qui y sont apportées;
- b) sauf dans la mesure où le conseil se réserve cette responsabilité ou l'a déléguée à un autre comité du conseil, examinera la mise en œuvre par la direction des politiques et des procédures sur les risques et évaluera la pertinence et l'exhaustivité de ces politiques et procédures;
- c) étudiera les rapports relatifs à la sécurité (y compris la cybersécurité);
- d) étudiera les rapports sur la gestion des risques financiers, y compris l'exposition à des dérivés et les politiques afférentes;
- e) étudiera les rapports sur la gestion des risques fiscaux et la gouvernance;
- f) étudiera les rapports sur la continuité des activités, la planification de la reprise après sinistre de la société et sur la surveillance des risques ou des menaces externes pour la société;
- g) examinera d'autres questions traitant de la gestion des risques que de temps à autre le comité peut juger souhaitable ou que le conseil peut spécifiquement demander.

4.9 Autres

Le comité examinera :

- a) les dépenses du conseil et du chef de la direction;
- b) les opérations importantes avec des parties apparentées et les conflits d'intérêts actuels et éventuels pouvant en découler afin de vérifier leur bien-fondé et si la divulgation de l'information est appropriée;
- c) les politiques en matière de divulgation de l'information de la société et transmettra toute recommandation visant des modifications importantes au conseil;
- d) et évaluera, au moins une fois l'an, la pertinence de ce mandat et le rendement du comité et il transmettra son évaluation et toute recommandation visant des modifications au comité de gouvernance.

Le comité se verra déléguer d'autres tâches et responsabilités et examinera d'autres questions que le conseil lui adressera de temps à autre.

5. POUVOIRS

Le comité, en remplissant son mandat, aura les pouvoirs suivants :

- a) engager des conseillers juridiques indépendants et d'autres conseillers et fixer leur rémunération;
- b) communiquer directement avec le chef des services financiers, les auditeurs internes et externes, le chef du Bureau de la conformité, le chef de la gouvernance ainsi que tout autre membre de la direction que le comité juge pertinent;
- c) déléguer des tâches aux membres du comité ou à des sous-comités;
- d) avoir accès à un financement approprié déterminé par le comité pour l'exécution de ses fonctions.